

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3455 - VENDREDI 22 MARS 2019

## GRÂCE PRÉSIDENTIELLE

# Eugène Diomi rejette les restrictions liées à sa libération

S'exprimant brièvement devant la presse, hier, à sa sortie de prison, le président national de la Démocratie chrétienne, Eugène Diomi Ndongala, a remercié le chef de l'Etat pour sa libération. Mais, il a également profité de l'occasion pour qualifier de « nulles », les conditions qui lui ont été imposées pour sa libération par le ministre en charge de la Justice, Alexis Thambwe Muamba.

Il a rappelé l'existence d'un jugement international qui a tranché sur ce dossier en condamnant la RDC, lui recommandant d'annuler le jugement prononcé contre lui, de le libérer et d'appliquer les mesures relatives à son indemnisation pour les préjudices subis. Et d'inviter le chef de l'Etat actuel, garant de la Constitution et des accords internationaux, à faire exécuter ce jugement.

Page 3



Diomi Ndongala au sortir de la prison



Les députés nationaux en séance plénière

## ASSEMBLÉE NATIONALE

# Les députés opposés à la réduction de leurs émoluments

Delly Sessanga, l'élu de la circonscription de Luiza, dans le Kasai central, auteur de la proposition, est d'avis que toutes les ressources du pays ne peuvent pas être consacrées à faire fonctionner les institutions. Il a proposé, le 20 mars, au cours de la plénière consacrée à l'examen du règlement intérieur de la chambre basse du parlement, la réduction des émoluments des

élus du peuple ainsi que le train de vie de l'Assemblée nationale. Une proposition rejetée par la plénière, au grand désenchantement du président du parti « Envol » qui s'est dit déçu de voir que les élus nationaux ne sont pas engagés sur la voie de consacrer l'essentiel de l'effort national à la reconstruction du pays.

Page 2

## VIE DES PARTIS

# L'UDPS gangrenée par des querelles intestines

Les députés provinciaux accusés de s'être laissés corrompre en échange de vote des candidats-sénateurs autres que ceux de leur parti, s'évertuent à prouver leur innocence face à la fronde des militants décidés à leur faire la peau. Ces présumés corrompus en veulent à leur président délégué, Jean-Marc Kabund, accusé d'avoir aligné sur la liste de l'UDPS des candidats-sénateurs qui n'en sont pas membres. Parmi les incriminés figure le député provincial, Jerry Dikala, sur qui pèsent d'énormes soupçons. Il plaide non coupable et, à son tour, met en cause la direction du parti qui aurait inséré sur la liste de l'UDPS des personnalités étrangères au parti.

Page 3

Radio Okapi/Ph. John Bampengo  
Vue du siège de l'UDPS à Kinshasa

## LUTTE CONTRE EBOLA

# Une délégation internationale visite les équipes de riposte

Une délégation internationale a rendu visite aux équipes de riposte en compagnie du ministre de la Santé, le Dr Oly Ilunga Kalenga, les 19 et 20 mars. La délégation était composée de Henrietta Ford, directrice exécutive de l'Unicef, Mark Lowcock, secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires de l'ONU, et Elhadj As Sy, secrétaire général de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge.

A l'étape de Beni et Butembo, la délégation a visité les centres de traitement d'Ebola (CTE) et les crèches des CTE soutenues par l'Unicef pour se rendre compte de l'organisation de la riposte contre cette maladie.

Page 4

## ÉDITORIAL

## Route

Si'il fallait une preuve que la Chine entend bien occuper dans les décennies à venir une place de choix sur la scène économique et politique mondiale, la tournée que le président Xi Jinping effectue aujourd'hui en Europe est là pour l'apporter. Centrée sur la mise en place de la nouvelle « Route de la soie » qui générera à coup sûr un élan commercial sans précédent avec le Vieux continent, cette visite confirme les ambitions planétaires de l'ex-Empire du milieu. Elle a pour objectif affirmé de faire de la Chine le partenaire économique le plus actif, le plus dynamique d'une Europe qui s'essouffle quelque peu et qui a manifestement besoin de relancer son économie.

Qu'une telle initiative ne plaise pas à tout le monde, aux Américains en particulier qui redoutent à juste titre de n'être plus demain les citoyens de la première puissance mondiale, n'a rien d'étonnant. Mais le poids humain, le dynamisme économique, la richesse financière, la maîtrise des nouvelles technologies et plus encore l'ambition affirmée de la Chine sont tels aujourd'hui que rien ni personne ne peut plus empêcher la marche en avant dont la nouvelle « Route de la soie » constitue le parfait symbole. Nous en aurons une nouvelle preuve au terme de la visite de Xi Jinping en Europe, lorsque l'heure sera venue d'en dresser le bilan précis.

La compétition entre les grandes puissances n'étant jamais exempte de violences, il se peut qu'un conflit majeur surgisse un jour de la course dans laquelle se lancent sans l'avouer clairement la Chine, les Etats-Unis et dans une moindre mesure la Russie. Mais il n'est pas impossible aussi que le meilleur en sorte. Le meilleur, c'est-à-dire des avancées remarquables sur le plan économique et social grâce à la compétition pacifique que se livrent les « Grands » à l'échelle planétaire et dont l'Afrique, notre Afrique, pourrait tirer à bref délai de grands, très grands bénéfices.

Si la raison l'emporte sur les mauvais instincts et si les puissants de ce monde rivalisent de façon pacifique, les problèmes auxquels les nations comme la nôtre se trouvent confrontées ne seront bientôt plus qu'un mauvais souvenir. Espérons donc que Xi Jinping et Emmanuel Macron, qui doivent se rencontrer à Paris ce week-end, n'éluderont pas la question lors de leur tête-à-tête.

Le Courrier de Kinshasa

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## Les députés s'opposent à la réduction de leurs émoluments

Delly Sessanga, l'élu de la circonscription de Luiza, dans le Kasai central, auteur de la proposition, est d'avis que toutes les ressources du pays ne peuvent pas être consacrées à faire fonctionner les institutions.



Les députés en séance plénière

Le député national Delly Sessanga a proposé, le 20 mars, au cours de la plénière consacrée à l'examen du règlement intérieur de la chambre basse du parlement, la réduction des émoluments des élus du peuple ainsi que le train de vie de l'Assemblée nationale.

Cette proposition a suscité quelques remous dans la salle, preuve que ses pairs n'étaient pas prêts à le suivre sur cette voie. La majorité n'a pas adhéré à l'offre du président du parti Envol qui s'est retrouvé quasiment seul à défendre l'intérêt de la population, otage d'une caste politique qui ne vit que pour elle-même. Passée au vote, la proposition n'a pas recueilli le nombre des voix nécessaires pour être adoptée. D'où la déception de son initiateur qui n'a pas manqué d'exprimer à la presse son dépit au sortir de la plénière. « Je suis profondément déçu de voir que

les élus nationaux ne sont pas engagés sur la voie de consacrer l'essentiel de l'effort national à la reconstruction de ce pays. Il faut savoir que le fonctionnement de nos institutions consomme l'essentiel des ressources publiques. Aujourd'hui, quand vous prenez rien que l'exécution du budget de l'année dernière, vous verrez que pratiquement 70% des ressources servent à payer le salaire et assurer le fonctionnement des institutions. Ça veut dire qu'à partir de ce moment-là, on n'a pas le moyen pour faire les investissements pour l'avenir, construire les écoles, les centres de santé, les routes et développer le pays », a-t-il déclaré.

Le salaire des députés s'élève à six mille dollars américains sans compter les primes et autres avantages. Un niveau qui, aux yeux de Delly Sessanga, paraît exorbitant dans un contexte socioéconomique précaire sur

fond de cumul d'arriérés de salaires dans l'administration publique. L'élu de la circonscription de Luiza persiste et signe qu'on ne peut pas consacrer toutes les ressources du pays à faire fonctionner les institutions. « Les salaires trop élevés dans la sphère publique font qu'aujourd'hui, la politique attire vers elle tous les talents y compris ceux qui relèvent du livret de la société. Tout le monde rêve de devenir politique non pas pour servir mais parce que la politique est la seule voie qui permet un enrichissement rapide. Je voulais que l'Assemblée nationale donne le ton en assurant la réduction de son propre train de vie, celui des députés et ensuite s'attaquer à ceux des autres », a-t-il indiqué, visiblement désappointé face à la disparité qui entoure le partage du revenu national.

Alain Diasso

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauvakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél.: 06 700 09 00 /  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## VIE DES PARTIS

## L'UDPS gangrenée par des querelles intestines

Les députés provinciaux accusés de s'être laissés corrompre en échange de vote des candidats-sénateurs autres que ceux de leur parti, s'évertuent à prouver leur innocence face à la fronde des combattants décidés à leur faire la peau. Ils en veulent également à leur président délégué, Jean Marc Kabund, accusé d'avoir aligné sur la liste du parti des candidats qui n'en sont pas membres.

Depuis l'élection, le 15 mars, des sénateurs par les Grands électeurs que sont les députés provinciaux, tant à Kinshasa qu'à l'arrière-pays, la paix a quitté les allées de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), empêtrée depuis lors dans des querelles intestines.

Les cadres de ce parti au pouvoir n'arrêtent de se soupçonner et de se tirer dessus. Et pour cause, la direction nationale a pris l'option de débusquer ses députés provinciaux qui ont touché des pots-de-vin pour voter en faveur des candidats sénateurs qui ne sont pas membres de l'UDPS. Des noms sont cités. Le président délégué de cette formation politique, Jean Marc Kabund, avait, il y a quelques temps, affirmé détenir des preuves accablant certains députés provinciaux de l'UDPS corrompus. Parmi eux, Jerry Dikala sur qui pèsent d'énormes soupçons, plaide non coupable. L'incriminé n'a pas eu sa langue



Jean Marc Kabund

dans sa poche, lors d'un point de presse qu'il a animé le 20 mars, à Kinshasa. A son tour, il a mis en cause le président délégué, Jean Marc Kabund, et le député provincial, Peter Kazadi. Si l'UDPS a fait piètre figure aux sénatoriales en alignant notamment aucun sénateur à Kinshasa, Jerry Dikala pointe un doigt accusateur sur ces deux cadres qui auraient placé sur la liste des gens qui n'ont aucun lien avec le parti. « Quand on parle de la corruption, tout

le monde prend ses responsabilités pour ne pas laisser les traces. Vous ne verrez jamais quelqu'un qui va vous brandir une décharge qui reprend le montant perçu pour voter. Le mal est profond. Le mal s'appelle Jean-Marc Kabund. Sendamwana n'est pas de l'UDPS. Moi, j'ai fait vingt-huit ans à l'UDPS. Comment Sendamwana se retrouve-t-il sur la liste de l'UDPS ? Il y a eu beaucoup de choses qui se sont passées pour qu'il se

retrouve sur cette liste. C'est comme ça qu'il y a eu malaise », a soutenu le député Jerry Dikala.

#### La cohésion au sein du parti écornée

Lui et ses pairs accusés de s'être laissés corrompre s'évertuent à prouver leur innocence face à la fronde des combattants décidés à leur faire la peau. La cohésion au sein du parti a été écornée et son image profondément démolie. Dans la foulée, le député provincial, Peter Kazadi,

qui fut le premier à dénoncer la corruption dans les rangs de l'UDPS lors des sénatoriales, s'est dit en danger eu égard aux menaces dont il est l'objet, depuis quelques temps, de la part des anonymes. « Ils veulent non seulement me liquider politiquement, mais aussi physiquement. Je suis en insécurité parce que j'ai dénoncé. Pourquoi ont-ils attendu autant de jours pour commencer à se justifier plusieurs jours après l'élection et après ma dénonciation », s'est-il interrogé.

Qu'à cela ne tienne. Une chose est vraie, c'est qu'à l'UDPS, la sérénité n'est plus de mise. Devenus la cible des combattants, les députés provinciaux accusés d'avoir perçu de l'argent en échange de vote des candidats autres que ceux de leur parti, sont contraints à la clandestinité, juste pour échapper à la vindicte des militants chauffés à blanc. Toute cette agitation a lieu au moment où le parquet général près la Cour de cassation vient de confirmer le début des auditions sur les allégations de corruption dont font l'objet les députés provinciaux et les sénateurs nouvellement élus. Une équipe des hauts magistrats vient, en effet, d'être déployée en provinces pour superviser l'instruction des faits dénoncés et dont le parquet a été saisi.

Alain Diasso

## EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE

## Eugène Diomi juge nulles les conditions posées par Thambwe Muamba

S'exprimant brièvement devant la presse, le 21 mars à sa sortie de prison, le président national de la Démocratie chrétienne (DC) a remercié le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, pour sa libération, profitant également de l'occasion pour qualifier de « nulles », les conditions qui lui sont imposées par le ministre en charge de la Justice.

« Ces conditions sont nulles dans la mesure où nous avons un jugement international qui a tranché sur ce dossier », a expliqué Eugène Diomi Ndongala, indiquant que la République démocratique du Congo a été condamnée suite à son incarcération et ce jugement est exécutoire, conformément à l'article 215 de la Constitution. Il dit croire que le chef de l'Etat, garant de la Constitution et des accords internationaux, va faire exécuter ce jugement en sa faveur.

#### Une reconnaissance particulière à Félix Tshisekedi

Remerciant le président de la République qui a décidé de sa libération, le président de la DC continue d'affirmer que les faits qui ont conduit à son arrestation étaient un montage en vue de nuire à sa personnalité et de l'écartier de la scène politique. Toutefois, il pardonne tous ses adversaires et ceux qui sont à la base de son arrestation, émettant le souhait de voir instaurer au pays un véritable Etat de droit. « Mon souhait est qu'aucun Congolais ne puisse plus



Diomi Ndongala au sortir de la prison

souffrir ce dont j'ai souffert. Aucun Congolais ne puisse plus être arrêté à cause de ses opinions politiques et qu'on ne laisse pas la sécurité faire des montages », a-t-il insisté.

#### Franck Diongo solidaire à l'égard d'Eugène Diomi

Libéré lui aussi dans le cadre de la grâce présidentielle, le président national du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), Franck Diongo, s'est dit indi-

gné par les attaques que le ministre Thambwe Muamba a faites à son collègue, Eugène Diomi Ndongala. Pour lui manifester sa solidarité, il est allé, moins d'une semaine après sa propre libération, et un jour avant celle de Diomi, lui rendre visite au Centre hospitalier où il était interné pour cause de maladie. A la presse, Franck Diongo a expliqué que sa visite avait pour but de manifester son mécontentement

face au traitement infligé à son collègue par le ministre de la Justice. « Je suis allé rendre visite à mon frère Diomi pour lui dire que je ne suis pas d'accord avec la manière dont Thambwe Muamba lui a manqué du respect », a expliqué Franck Diongo Shamba.

Le ministre de la Justice, fait-on savoir, avait traité Diomi Ndongala de « délinquant et prédateur sexuel », alors qu'il était attendu de lui, selon les instructions du chef de l'Etat, l'arrêté ministériel portant sa libération conditionnelle et celle de bien d'autres détenus se trouvant dans la même situation.

« Je ne sais pas si Diomi Ndongala est une priorité dans les questions de justice. M. Diomi n'est rien d'autre qu'un délinquant, un prédateur sexuel. Il m'a été demandé de lui accorder une libération conditionnelle. Je suis en train de finaliser l'arrêté. Il aura la libération conditionnelle avec d'autres qui sont dans la même situation », avait affirmé le ministre sur Top Congo.

Parmi les conditions imposées par Alexis Thambwe Muamba, Diomi Ndongala « ne devra pas quitter Kinshasa. Il ne pourra aller à l'aéroport de N'djili ni se retrouver dans un beach. Il devra passer au parquet général de la Gombe tous les lundis ou tous les vendredis et ne pourra pas se retrouver à cinq cents mètres d'une école des jeunes filles ».

Lucien Dianzenza

## BRUXELLES

## la réunion des leaders de Lamuka reportée

La rencontre serait ajournée au 24 mars, à cause d'une question d'agenda, notamment celui de Martin Fayulu.



Martin Fayulu, Moise Katumbi, Jean-Pierre Bemba et Adolphe Muzito de Lamuka

Selon l'annonce faite sur Top Congo FM par Eve Bazaiba, secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC), l'un des partis phares de la coalition politique Lamuka, la réunion des cinq leaders, prévue le 21 mars à Bruxelles, a été reportée au 24 mars.

« Je confirme la tenue de la réunion pour le 24 mars. Le 21-ci, le président Fayulu est encore en tournée et a beaucoup de rendez-vous avec non seulement la diaspora mais aussi les parte-

naires », a indiqué Eve Bazaiba. Elle a, en outre, réaffirmé que cette rencontre aura bien lieu dans la capitale belge.

La secrétaire générale du MLC a, par ailleurs, annoncé que Martin Fayulu devrait être reçu le 21 mars au ministère des Affaires étrangères de la Belgique. Un autre leader de cette plateforme électorale a précisé que la réunion de Bruxelles devra être consacrée à l'évaluation du chemin parcouru par Lamuka ainsi qu'à la fixation des nouvelles orientations pour l'avenir.

L.D

## LUTTE CONTRE EBOLA

## Une délégation internationale visite les équipes de riposte

En compagnie du ministre de la Santé, le Dr Oly Ilunga Kalenga, une mission composée de Henrietta Ford, directrice Exécutive de l'Unicef; Mark Lowcock, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU; et Elhadj As Sy, secrétaire général de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge, a été sur le terrain les 19 et 20 mars.

La délégation internationale a visité l'hôpital Heal Africa de Goma, dans la province du Nord-Kivu. Le ministre de la Santé et la directrice exécutive de l'Unicef ont continué leur voyage jusqu'à Bunia, où ils sont allés voir un camp de déplacés situé dans l'enceinte de l'Institut supérieur pédagogique. Ils ont notamment visité le dispensaire construit dans le camp pour offrir les premiers soins aux nombreuses familles déplacées venant de Djugu, dans la province de l'Ituri.

A l'étape de Beni et Butembo, la délégation a visité les centres de traitements Ebola (CTE) et les crèches des CTE soutenues par l'Unicef, pour se rendre compte de l'organisation de la riposte contre cette maladie. Les survivantes étant immunisées contre le virus sont recrutées dans ces crèches pour s'occuper des enfants dont les parents sont hospitalisés au CTE. Situation épidémiologique



Un centre de traitement d'Ebola

La situation épidémiologique à la date du 20 mars indique que depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de neuf cent quatre-vingts dont neuf cent quinze confirmés et soixante-cinq probables. Six cent dix décès ont été rapportés dont cinq cent quarante-cinq confirmés et soixante-cinq probables. Des cas de guérison ont été aussi notifiés pour trois cent dix-sept personnes. Par ailleurs, il y a lieu de noter que deux cent trente-six cas suspects sont en cours d'investigation. Douze nouveaux cas ont été confirmés, dont quatre à Masereka, trois à Mandima, deux à Katwa, un à Kayina, un à Butembo et un autre à Bunia. Le nouveau cas confirmé de Bunia est un nourrisson de six mois dont les parents sont en bonne santé apparente. Des investigations approfondies sont en

cours et comprendront, entre autres, l'analyse du lait maternel afin d'identifier la source de contamination.

Le ministère de la Santé souligne qu'au cours des vingt-et-un derniers jours, quatre-vingt-dix-sept nouveaux cas ont été notifiés. Les trois principaux foyers pour cette période sont Katwa avec trente-trois cas, soit 34%; Masereka avec dix-huit cas, soit 18.6%; et Mandima a rapporté quinze cas, soit 15.5%. Cette augmentation des cas était attendue compte tenu de la paralysie de la riposte dans la ville de Butembo après les attaques armées contre les deux CTE, les 24 et 27 février derniers. Par ailleurs, le dialogue communautaire commence à porter ses fruits. Il y a une augmentation des alertes rapportées par la communauté, ce qui permet de détecter plus rapidement les malades.

Blandine Lusimana

## CAF-C1/QUARTS DE FINALE

## Mazembe s'opposera à Simba

Les deux équipes s'étaient déjà rencontrées en 2011 en seizième de finale, mais le représentant congolais avait ensuite été disqualifié pour avoir aligné Janvier Besala. Il pourra cette fois-ci faire attention, lui qui part favori pour accéder en demi-finale de la compétition.

La Confédération africaine de football (CAF) a procédé, le 21 mars à son siège au Caire, en Égypte, au tirage au sort des quarts de finale de la 23e édition de la Ligue de champions d'Afrique et la 16e de la Coupe la Confédération. Seul représentant de la RDC à ce niveau de la C1 africaine, le Tout Puissant Mazembe se mesurera au Simba FC de Tanzanie qui a terminé deuxième de son groupe en huitièmes de finale, après avoir dominé V.Club de Kinshasa, en dernière journée à Dar Es Salaam.

Le match aller se disputera à Dar Es Salaam, le 5 ou le 6 avril, avant le match retour une semaine plus tard au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi. Mazembe a fini en première place de son groupe devant Constantine d'Algérie.

En position de favoris pour



Mazembe de Lubumbashi

cette double confrontation, les Corbeaux de Lubumbashi ont la possibilité de « venger » l'élimination de V.Club. L'on signale que les deux équipes se rencontrent pour la troisième fois en compétition africaine. En 2011, Mazembe avait battu Simba par trois buts à deux à Dar Es Salaam, en seizièmes

de finale de la Ligue des champions, avant un autre succès de trois buts à un à Lubumbashi, au match retour. Il s'était qualifié au tour suivant avant de se faire disqualifier pour avoir aligné Janvier Besala au cours de la rencontre retour devant les Tanzaniens. Notons aussi que les deux équipes ont une autre

histoire commune. TP Mazembe avait à l'époque embauché deux joueurs de Simba, notamment l'attaquant international tanzanien, Mbwana Aly Samatta (actuellement à Genk en Belgique), et l'attaquant ougandais, Patrick Ochan.

La suite du tirage au sort des quarts de finale de la C1 afri-

caine fait état de l'opposition entre SC Constantine d'Algérie et Espérance sportive de Tunis (Tunisie), Mamelodie Sundowns d'Afrique du Sud face à Nationale Al Ahly d'Égypte. Horoya FC de la Guinée jouera contre le tenant du titre, Widad Athletic Club de Casablanca (WAC) du Maroc.

Il n'y a plus de club de la RDC en quart de finale de la Coupe de Confédération depuis l'élimination du DCMP et Maniema Union bien avant la phase des groupes. Selon le tirage au sort des quarts de finale, Nkana Red Devils de Zambie recevra le CS Sfaxien de Tunisie, l'Etoile sportive du Sahel de Tunisie s'opposera à Al Hilal du Soudan. L'Assania Agadir du Maroc jouera contre Zamalek d'Égypte.

Et enfin, Gormahia du Kenya est l'adversaire de la Renaissance sportive de Berkane du Maroc. Les matches aller pour la Ligue de champions se disputeront le week-end du 5, 6 et 7 avril et les matches retour le week-end du 12, 13 et 14 du même mois. Pour la C2, les matches aller sont prévus le 7 avril, et le 14 avril pour les matches retour.

Martin Engimo

## INTERVIEW. RAÏSSA MALU

« Les Stim ne sont pas plus difficiles que les langues, l'économie ou les sciences humaines »

**Physicienne de formation, professeure de sciences et de mathématiques, auteure et éditrice, Raïssa Malu est la promotrice de la Semaine de la science et des technologies en République démocratique du Congo (RDC), dont la sixième édition aura lieu du 20 au 25 avril. Ambassadrice du Next Einstein forum pour la RDC, elle est également coordinatrice du Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire (Peqpsu) pour le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel. Elle estime qu'il est plus efficace et bien plus agréable d'enseigner le domaine des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (Stim) en éveillant l'intérêt, la curiosité et en faisant travailler l'imagination.**

**Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : La sixième édition de la Semaine de la science se tiendra du 20 au 25 avril. Quelle sera sa particularité ?**

**Raïssa Malu (R.M.) :** Pour la première fois en RDC, nous aurons un mois, celui d'avril, consacré aux sciences et aux technologies avec des caravanes de sciences organisées entre le 1er et le 19 avril, dans six villes, à savoir Kinshasa, Kikwit, Kisangani, Tshikapa, Lubumbashi et Goma. Ces caravanes sont organisées par le Peqpsu avec le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire et le ministère de la Formation professionnelle, métiers et artisanat, sous financement de la Banque mondiale.

Ensuite, ce sera la tenue de la sixième édition de la Semaine de la science et des technologies du 20 au 25 avril, sur le thème « L'ancien et le nouveau monde », parce que le monde change avec la quatrième révolution industrielle. La problématique centrale qui sera traitée se résume de la manière suivante : « Dans la perspective de cette quatrième révolution industrielle caractérisée par des innovations qui peuvent être source de division et déshumanisante, comment devrions-nous, en RDC et en Afrique, orienter nos systèmes éducatifs et nos modèles de développement pour que ces innovations soient au contraire libé-

ratrices pour notre pays et pour notre continent ? ». La sixième édition de la Semaine de la science et des technologies sera ainsi l'occasion de découvrir et de s'informer sur des technologies comme l'intelligence artificielle et la blockchain, les opportunités et les menaces qu'elles représentent pour la RDC, l'Afrique et le monde. Nous parlerons aussi écologie avec Audrey Pulvar, CEO d'African Pattern, que nous serons heureux d'accueillir à Kinshasa pour cette édition.

**L.C.K. : En quoi va consister le concours national « Saper pour coder » que vous organisez pour cette édition ?**

**R.M. :** Cette compétition veut primer la meilleure application du numérique développée par des élèves et étudiants d'établissements scolaires et universitaires. Exceptionnellement, nous l'avons aussi ouverte aux étudiants de l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville parce qu'après tout, la Sape est une spécificité culturelle des deux Congo (rires). Et nous tenons à renforcer la collaboration ainsi que le partenariat scientifiques entre nos deux pays. La finale aura lieu le 25 avril qui est aussi la Journée internationale des femmes et des filles dans les TIC. C'est un beau symbole surtout que nous exigeons que les équipes soient composées d'au moins 40% de filles pour être recevables. Pourquoi organiser ce concours ? Parce qu'avec le Peqpsu, le gouvernement de la RDC veut numériser le secteur de l'éducation. En organisant un tel concours, nous contribuons à cet effort.

**L.C.K. : Quel bilan pourriez-vous faire depuis le lancement de la première édition de la Semaine de la science ?**

**R.M. :** La Semaine de la science et des technologies a été créée dans le but de développer, auprès des jeunes et du grand public, une culture scientifique et technologique, de promouvoir les savoirs et savoir-faire dans ces domaines, et d'y susciter des vocations. La première édition a eu lieu en 2014. Structurée en quatre temps forts, à savoir animations scientifiques, conférences, expositions et un concours national,



Raïssa Malu

elle a connu les résultats suivants en cinq éditions : cent deux expériences scientifiques animées par deux cents élèves du secondaire, cent neuf exposants, soixante-neuf conférenciers, deux concours nationaux, un livre édité comprenant dix-neuf œuvres inédites et environ trente mille visiteurs. L'événement fait désormais partie du calendrier scolaire et attendu tant au niveau national qu'international.

**L.C.K. : Quelle est l'importance de l'organisation d'une Semaine de la science en RDC ?**

**R.M. :** Le problème majeur se trouve au niveau de la perception de ces domaines - sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (Stim). Le grand public, et même beaucoup d'acteurs de l'éducation en RDC, ne voient pas l'intérêt de ces domaines, estimant qu'ils sont difficiles et/ou qu'ils ne servent à rien. Ce dernier point me laisse toujours perplexe. Tout le monde, par exemple, utilise des téléphones, écoute la radio, regarde la télévision, prend des médicaments, certains se défrisent les cheveux, etc. Tout cela est devenu normal, banal. Et pourtant,

la majorité ignore qu'il s'agit là d'applications des Stim ! Concernant l'aspect difficile, les Stim ne sont pas plus difficiles ou exigeantes que les langues, l'économie ou les sciences humaines. Malheureusement, beaucoup de professeurs de mathématiques s'évertuent à « faire souffrir » ou à faire peur à leurs élèves. Et tous les domaines Stim en pâtissent.

**L.C.K. : Vous êtes une ambassadrice du Next Einstein forum (NEF). En quoi cela consiste-t-il ?**

**R.M. :** Le NEF a les mêmes objectifs que la Semaine de la science et des technologies : informer et donner le goût des sciences, promouvoir les savoirs et savoir-faire africains dans ces domaines et susciter des vocations. Les ambassadeurs du NEF sont des « Champions de sciences » dans leur pays et ils s'engagent à faire professer ces objectifs durant leur mandat de deux ans.

**L.C.K. : Qu'est-ce qu'une initiative comme le NEF peut-elle apporter à la RDC, en particulier, et à l'Afrique, en général ?**

**R.M. :** Pour répondre à cette question, je vais citer ici Jean-Marc Éla (1936-2008), anthropologue, sociologue et théologien camerounais. Il s'agit d'un extrait repris de son livre "L'Afrique à l'ère du savoir : science, société et pouvoir" aux éditions L'Harmattan : « Instituer une semaine africaine de la science dans chaque pays du continent permettrait d'accélérer le processus de formation des créateurs et des utilisateurs de la science. (...) Désenclaver la science, c'est lui permettre de se mettre en culture dans les lieux de la vie quotidienne pour que tout acteur social participe à la production des connaissances. » Voilà ce que le NEF et la Semaine de la science et des technologies apportent à la RDC et à l'Afrique.

Propos recueillis par Patrick Ndongidi

## MUSIQUE

## Mbilia Bel et Jean Goubald célèbrent la Francophonie à la Halle de la Gombe

«Salé ou sucré», «Emi» et «Africano» sont les tubes des deux chanteurs repris dans le répertoire du concert dont ils sont les têtes d'affiche, le 23 mars, à partir de 19 h.

Organisé autour de l'Orchestre symphonique kimbanguiste, le concert de la Francophonie est assurément l'autre soirée musicale attendue ce mois de mars à l'Institut français. Le répertoire varié de la soirée du samedi porte sur des œuvres majeures de la chanson française et celles des grands noms de la variété congolaise. L'interprétation de ces grands standards de la chanson francophone sera assurée par la nouvelle génération émergente de la scène musicale congolaise. Elle aura l'heureux privilège de se produire sur le même podium que les aînés, notamment la Cléopâtre Mbilia Bel et Jean Goubald, récemment élu député mais reste attaché au micro. Outre ces deux notoriétés de Kinshasa, la Halle de la Gombe annonce également la participation de la Brazzavilloise Fanie Fayar, médaille d'or



L'affiche du concert de la Francophonie à la Halle de la Gombe

de la chanson des huitièmes Jeux de la Francophonie tenus en 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Moli Mokelenge, ex-poulain de Jean Goubald, est le directeur artistique de la soirée événement de la Francophonie où seront interprétés des classiques indémodables à l'instar du premier grand succès de Jacques Brel, «Ne me quitte pas», et le dernier d'Edith Piaf, «Non, je ne regrette rien». Dans la série des autres airs d'outre Atlantique, il y a déjà un titre plus contemporain comme «Je t'aime, je t'aimais et je t'aimerai» de Francis Cabrel et plus proche encore de nous, le sacré tube de Céline Dion «Pour que tu m'aimes encore». Dans les succès du continent, il y a lieu d'aligner «Aïcha» de Cheb Kaleb avec «Le bonheur» de Lokua Kanza, «Salé ou sucré» de Mbilia Bel ainsi que «Emi» et «Africano» de Jean Goubald.

«Sapés comme jamais» avec Maître Gims Les détails de l'ensemble du répertoire délivré au Courrier de Kinshasa par Moli révèlent que pour le compte de la jeune

génération, le répertoire se compose de six titres. Il a parlé en premier de l'interprétation de «Sapés comme jamais» de Maître Gims, jeune congolais qui fait la fierté de la RDC passant à présent pour l'une des figures phares de la musique française actuelle. Fanie Fayar de Brazzaville va elle-même investir la scène dans «Kolela te». Moli fera pareil dans «Mapapu», son dernier single, Iyenga est la seule chanteuse de la génération actuelle à figurer dans l'affiche de samedi, elle y chantera «Esengo esengo», un des titres de son album «Lonkaya». Shak Shakito, connu pour l'originalité de sa musique voguant entre les rythmes traditionnels entraînants du Kasai oriental (songye, luba, tetela) et de l'Équateur (mongo) mêlés à des influences rumba, rock, reggae et funk, a préparé «Pour toujours». L'incursion du soldat du slam, Yekima, sera l'une des particularités offertes au public à cette soirée qui promet d'être un délicieux cocktail musical.

Nioni Masela

## CAN 2019/RDC-LIBERIA

# Ibenge responsabilise les joueurs

**La victoire des Léopards est obligatoire, le 24 mars, au stade des Martyrs de Kinshasa, face aux Lones Stars du Liberia pour espérer une qualification en phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Egypte 2019.**

Sélectionneur des Léopards, Florent Ibenge a choisi de laisser aux joueurs la responsabilité sur la manière d'aborder ce match important. «Pour la façon dont nous allons aborder ce match, je laisse la primeur à mes joueurs », a-t-il déclaré à la presse, à la fin de la séance d'entraînement du mercredi dans la soirée.

Il a souligné l'importance de la partie et lancé un appel vibrant au public en ces termes : « Ce qu'il faut savoir ce que c'est un match capital, important et qui doit décider de notre sort. Nous devons nous qua-



Florent Ibenge, sélectionneur des Léopards, se confiant à la presse

lifier. Nous devons avoir une grande détermination. Partout où nous avons joué, nous avons vu les stades remplis. Si le stade des Martyrs est aussi plein des couleurs de notre drapeau, je pense qu'on aura un bon résultat ». Pour lui, la qualification est une obligation pour l'équipe. Les Léopards sont regroupés depuis le 18 mars à Kinshasa.

Rappelons que cette rencontre s'inscrit pour le compte de la sixième et dernière journée des éliminatoires de la CAN/Egypte 2019. Et la RDC occupe avant cette rencontre la troisième place du groupe G avec six points. Le Liberia est deuxième avec sept points, alors que le Zimbabwe, qui affrontera le même jour le Congo Brazzaville (dernier du groupe), est le surprenant premier.

Martin Engimo

## LINAFOOT/LIGUE 1

# Victoire à l'arrachée de Lubumbashi Sport sur Sanga Balende

**Devant leur public, les Kamikazes de Lubumbashi ont fini par l'emporter face aux Anges et Saints de Mbuji-Mayi, au terme d'une partie épique, avec un total de sept buts marqués. Il n'y a par contre pas eu de vainqueur entre Rangers et Don Bosco, à Kinshasa.**

Le FC Lubumbashi Sport a battu, le 19 mars, au stade Frédéric-Kibassa-Maliba à Lubumbashi, Sa Majesté Sanga Balende, par quatre buts à trois, au terme d'un match époustouffant et à rebondissements comptant pour la 23e journée de la 24e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Sanga Balende a été le premier à ouvrir la marque dès la quatrième minute par un but contre son camp de Kabelwa Kakoko sur un centre à ras de gazon d'Isaac Boka. A la 23e mn, le même Isaac Boka a adressé un centre coupé au premier poteau par le Ghanéen Isaac Amoah pour le deuxième but des Anges et Saints du Kasai oriental.

**A la 23e mn, le même Isaac Boka a adressé un centre coupé au premier poteau par le Ghanéen Isaac Amoah pour le deuxième but des Anges et Saints du Kasai oriental.**

Malgré cette entame de partie malencontreuse, les Kamikazes de Lubumbashi, évoluant devant leur public du stade Frédéric-Kibassa, ne se sont pas découragés, exerçant un pressing soutenu sur leur adversaire. Et à la



Lubumbashi Sport

40e mn, Eric Kabwe wa Batu a réduit l'écart en prolongeant une balle de Kateng Kawang. Juste avant la fin de la première période, Cyrille Mutwale a égalisé face à des joueurs de Sanga Balende apparemment à l'arrêt après avoir marqué les deux buts dans les deux premiers quarts d'heure.

Au retour des vestiaires, Ngoyi a redonné l'avantage à Sanga Balende, en catapultant de la tête une balle arrêtée du Ghanéen Amoah à l'entrée de la surface de réparation de Lubumbashi Sport. Mais quelques minutes après, Lubumbashi Sport a remis les pendules

à l'heure avec une deuxième égalisation, signée Cyrille Mutwale. Et c'est le même joueur, étant dans une forme étincelante au cours de cette partie, qui a inscrit le quatrième but de la victoire des Kamikazes dans les arrêts de jeu de la seconde période. Mutwale a signé un triplé salubre pour son équipe qui s'en sort avec un succès inespéré face au club phare de Mbuji-Mayi. Lubumbashi Sport compte désormais vingt et un points en vingt-deux matchs. Sanga Balende est bloqué à vingt-six points après vingt et un matchs joués, n'ayant

enregistré la moindre victoire depuis le 30 janvier dernier.

**Pas de vainqueur entre Rangers et Don Bosco**

Le 20 mars au stade Tata Raphaël de Kinshasa, le club local d'AC Rangers a été tenu en échec par CS Don Bosco sur la marque de zéro but partout, en match de la 23e journée. Don Bosco se retrouve à la sixième position au classement provisoire avec trente points en vingt-trois matchs. Rangers est relégué à la septième place avec trente points après vingt-cinq rencontres et un goal average de -3.

M.E.

## RECRUESCENCE DES IDÉOLOGIES RACISTES

## L'ONU encourage les gouvernants à mettre sur pied des stratégies efficaces

**L'exhortation a été faite à l'occasion de la commémoration, ce 21 mars, de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.**

La journée commémorative, fondée sur la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, du 15 janvier 2019, sur l'élimination totale du racisme, a pour objectif principal d'encourager les gouvernants à mettre sur pied une politique efficace, capable d'atténuer et contrer la montée du fléau au niveau mondial.

Selon les Nations unies, les mouvements racistes et extrémistes fondés sur des idéologies alimentent le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance dans les pays. Ils visent souvent des migrants et des réfugiés, ainsi que des personnes d'ascendance africaine. C'est ce qui justifie la position de l'Assemblée générale des Nations unies, qui réaffirme, dans sa résolution du 15 janvier 2019,

que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Et, ils ont la capacité de participer, de manière constructive, au développement et au bien-être de leurs sociétés.

« *Toute doctrine de supériorité raciale est scientifiquement fautive, moralement condamnable, socialement injuste, dangereuse et doit être rejetée, à l'instar des théories qui prétendent poser l'existence de races humaines distinctes* », souligne l'ONU, en déplorant la menace que le populisme nationaliste fait peser sur les principes fondamentaux de non-discrimination et d'égalité des droits de l'homme.

#### Condamner l'intensification des idéologies racistes

Intervenant en sa qualité de rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance, Tendayi Achiume a reconnu que le racisme

constitue une menace inquiétante pour l'égalité raciale, encourage la discrimination, l'intolérance et la création d'institutions et de structures qui perpétuent l'exclusion raciale.

« *Il est temps de freiner ce genre de mouvements qui favorisent les pratiques et politiques exclusives ou répressives portant atteinte aux individus ou groupes sur la base de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur origine nationale ou de leur religion, ou d'autres catégories sociales apparentées* », a-t-elle ajouté. Elle a conclu que les gouvernants doivent mettre en place des stratégies, afin de contrer les actions qui, à travers l'utilisation de la technologie numérique, alimentent les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie. Car, l'obligation incombe aux États, notamment en vertu de la législation sur les droits de l'homme.

Rock Ngassakys

## ETATS-UNIS

## Des restrictions de visas imposées à la CPI

**Washington soupçonne les enquêteurs de la juridiction internationale de renseigner sur des militaires américains, notamment en Afghanistan.**

« *J'annonce aujourd'hui une politique de restrictions de visas américains contre les personnes directement responsables pour toute enquête de la CPI contre des militaires américains* », a déclaré le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, devant la presse. « *Cela inclut des personnes qui prennent ou ont pris des mesures pour demander ou mettre en œuvre une telle enquête* », a-t-il ajouté. Des interdictions de visa avaient déjà été prononcées, sans en dévoiler le nombre ni les cibles, mais ces mesures punitives semblent pouvoir concerner notamment Fatou Bensouda, la procureure de la Cour pénale internationale (CPI).

En novembre 2017, elle avait indiqué qu'elle allait demander aux juges l'autorisation d'ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés commis dans le cadre du conflit afghan, notamment

par l'armée américaine. Les États-Unis s'étaient insurgés contre cette juridiction internationale chargée de juger les crimes de guerre et contre l'humanité, dont ils ne sont pas membres. En conséquence, Washington avait menacé, en septembre 2018, ses juges ou procureurs de sanctions s'ils s'en prenaient à des Américains ou à Israël. Or, cette demande d'enquête est toujours en cours, déplore Mike Pompeo.

« *Si vous êtes responsable de l'enquête envisagée par la CPI sur des militaires américains en lien avec la situation en Afghanistan, vous ne devez pas vous attendre à avoir encore ou pouvoir obtenir un visa ni à être autorisé à entrer aux États-Unis* », a-t-il soutenu. La CPI « *continuera à faire son travail indépendamment, sans se laisser décourager, en accord avec son mandat* », a réagi l'institution judiciaire dans un communiqué. Le secrétaire d'Etat américain menace de prendre « *des mesures supplémentaires, y compris des sanctions économiques, si la CPI ne change pas d'attitude* ». Rappelons que la CPI est ré-

gie par le Statut de Rome, un traité entré en vigueur le 1er juillet 2002 et ratifié depuis par cent vingt-trois pays. Son procureur peut déclencher ses propres enquêtes sans permission des juges à condition qu'elles impliquent au moins un pays membre - c'est le cas de l'Afghanistan. Les États-Unis ont refusé d'y adhérer et ont tout fait, notamment par des accords bilatéraux avec de nombreux pays, pour éviter que des Américains puissent être visés par ses enquêtes.

Élue sur le slogan « *American first* (l'Amérique d'abord) », l'administration de Donald Trump a poussé à l'extrême la défiance à l'égard de plusieurs institutions multilatérales, et érigé la CPI en symbole d'un ordre mondial qu'elle souhaite chambouler. « *Nous n'allons pas coopérer avec la CPI, nous n'allons pas lui fournir d'assistance, nous n'allons pas adhérer à la CPI. Nous allons laisser la CPI mourir de sa belle mort* » car « *pour nous, la CPI est déjà morte* », avait lancé, en septembre 2018, le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, John Bolton.

Noël Ndong

## CENTRAFRIQUE

## Les groupes armés et l'exécutif s'accordent pour un gouvernement d'union nationale

**Les autorités et les quatorze groupes rebelles signataires de l'accord de paix en Centrafrique se sont mis d'accord, le 20 mars à Addis Abeba, en Ethiopie, sur un gouvernement inclusif pouvant mettre fin provisoirement à une querelle naissante.**

L'accord trouvé maintient le Premier ministre en place, Firmin Ngebrada, et garantit l'entrée au gouvernement des quatorze groupes rebelles à qui seraient assurés des ministères régionaux. Peu avant, ces groupes critiquaient une équipe pas assez « inclusive ». Onze d'entre eux avaient même demandé la démission du Premier ministre. Finalement, les différends sont aplanis pour le moment. Pour l'heure, Firmin Ngebrada reste à son poste de chef de gouvernement. Les parties se sont mises d'accord sur un remaniement ministériel qui devrait avoir lieu dans les prochains jours.

Le porte-parole des quatorze groupes armés a affirmé qu'ils laissent ainsi une « petite chance » au Premier ministre et au président de la République, Faustin-Archange Touadéra. « *Tout le monde doit prendre ses responsabilités* », a indiqué Arnel Mingatoloum-Sayo.

La délégation des groupes armés et du gouvernement, qui s'était déplacée à Addis-Abeba, au siège de l'Union africaine, s'attelle désormais à finaliser la formation d'un exécutif d'union nationale qui devrait aussi intégrer des représentants des partis politiques et de la société civile. « *Je crois que dans les jours qui suivent, un nouveau gouvernement inclusif sera présenté au peuple centrafricain au nom de la paix, la réconciliation, la concorde nationale retrouvées* », a estimé Béranger Ludovic Igor Lamaka, porte-parole anti-balaka.

Le commissaire paix et sécurité de l'UA, Smail Chergui, voit de bons augures, notamment concernant les barrages routiers dans le pays. « *Je crois qu'aujourd'hui, ceux qui existaient sur la route venant du Cameroun vers la capitale ont été levés. Je crois que c'est déjà un signe positif* », a-t-il assuré.

Les prochaines étapes restent la mise en place du comité de suivi au niveau national de l'accord de Khartoum et la création des patrouilles armées mixtes. Le mois prochain, à Bangui, les acteurs de la crise centrafricaine se retrouveront pour faire le point sur les avancées de cet accord.

Yvette Reine Nzaba

## BÉNIN

## L'Osfaco abrite un séminaire sur le rôle des images satellites

**L'Observatoire spatiale des forêts d'Afrique centrale et de l'ouest (Osfaco) a réuni des scientifiques, experts, chercheurs, enseignants, cadres des services techniques des institutions publiques et acteurs d'ONG à une conférence internationale sur le rôle des données satellitaires dans la gestion durable des territoires sur le continent.**

Le colloque vise à repositionner les images satellites comme socle de gestion des ressources naturelles et territoires. Une douzaine de pays africains et la France ont échangé et harmonisé leurs connaissances en la matière.

Les participants ont voulu montrer le rôle prépondérant que jouent les images satellites dans la gestion des territoires, l'espace géographique occupé par les hommes et leurs réalités politiques, économiques, sociales et culturelles.

Il s'agit d'une vue synoptique de l'état (passé et présent) de tout territoire avec l'empreinte spatiale imprimée par l'Homme, principal agent transformateur de l'espace. Tout l'intérêt des images pourra ainsi s'étaler depuis la simple vision jusqu'à leurs analyses à diverses fins.

Les résultats scientifiques qui résultent de ces exercices alimentent des aides à la décision aux fins d'une gestion durable des terri-

toires.

Des communications sur la nouvelle infrastructure de données géographiques du Bénin, les résultats des projets de recherche mis en œuvre dans les huit pays bénéficiaires du projet Osfaco, des résultats d'initiatives ou projets pertinents utilisant l'imagerie satellitaire pour la gestion durable des ressources naturelles ont été à l'ordre du jour.

Pour le directeur général des Eaux, forêts et chasse du Bénin, les données satellitaires d'observation de la terre s'avèrent comme une des sources majeures de données de qualité, actualisées, reconnues et accessibles très utiles dans la recherche d'approches de solution. Procédant à l'ouverture des travaux, le représentant du ministre du Cadre de vie et du développement durable a reconnu le rôle des technologies d'observation de la terre dans la modernisation des dispositifs nationaux de suivi et l'amélioration des capacités des pays à mesurer efficacement tous les indicateurs de développement durable.

Il a, par ailleurs, évoqué la nécessité d'œuvrer à la démocratisation des données satellitaires et l'amélioration des connaissances sur les dynamiques d'occupation du sol et les changements d'usage des terres.

Noël Ndong

LIVRE PARIS 2019

# Itoua Ndinga justifie l'absence de la plate-forme des bâtisseurs congolais

Un mois avant le rendez-vous littéraire parisien, l'écrivain congolais s'était organisé pour venir en collectif participer à l'événement. A défaut d'une délégation, il est venu seul. Aux Dépêches de Brazzaville, il donne les raisons de ce ratage.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) :** Comment avez-vous vécu la trente-neuvième édition du salon Livre Paris ?

**Itoua Ndinga (I.N.) :** D'emblée, j'exprime une réelle satisfaction de voir le Congo à nouveau représenté après deux ans d'absence. Mes homologues et moi-même avions prévu une autre forme de participation mais la logistique n'a pas suivi. L'objectif d'assurer le rayonnement de nos auteurs à l'international a été assuré autrement par l'Espace Po na Ekolo. Certes, le stand était à l'étroit. J'ai eu l'impression que les 342 000 km<sup>2</sup> de l'étendue du Congo étaient comprimés dans 9m<sup>2</sup>. Mais ce n'est pas parce qu'on est dans un grand espace qu'on



Itoua Ndinga au Stand Po na Ekolo à Livre Paris 2019, à l'issue de la présentation des ouvrages des membres de la plate-forme Les Bâtisseurs

est aussi grand intellectuellement. La célèbre édition « Présence Africaine » et la Guinée, pays organisateur de « 72 heures du livre », disposaient d'une superficie équivalente. Ce n'est donc pas un critère. A ce salon, on peut se trouver dans un endroit

exigu et être culturellement grand. C'est un des enseignements à tirer après notre participation.

**L.D.B. :** Quelles sont vos autres raisons de satisfaction ?

**I.N. :** Livre Paris s'inscrit

dans le registre d'un lieu où dialoguent les cultures de l'universel. Il constitue une vaste foire où convergent toutes les civilisations de l'humanité. L'Afrique francophone trouve ici un miroir dans lequel chaque pays, chaque peuple, chaque continent se mire intellectuellement. Au vu de son affluence et de la participation des auteurs et des éditeurs, j'ajouterai que c'est aussi un lieu d'exposition et d'explosion, le lieu du paraître, du pouvoir, du savoir-faire et du faire savoir. Enfin, le salon du livre devient un festival où l'on vient fêter les mots.

**L.D.B. :** Qu'avez-vous particulièrement apprécié durant les quatre jours du salon Livre Paris ?

**I.N. :** Au nom de la plate-forme des bâtisseurs désireux de sortir de la torpeur nos sublimes lettres congolaises, nous étions présents avec les écrivains Huppert Malanda et Raymond Loko.

Nous avons parlé des ouvrages des auteurs membres de la plate-forme absents au salon. Par exemple, «Un bébé pas comme les autres» de Pierre Tsemou, «Moi aussi je parlerai dans un film» de Huguette Nganga Massanga, «Ce foutoir est pourtant mon pays» d'Alphonse Nkala, «Sous le charme des courtisanes» de Sokate Mavouba, et enfin, «Discours sur un Congo en chantier» de Jean Jacques Bouya.

**L.D.B. :** Pouvez-vous nous parler de l'ouvrage de Jean Jacques Bouya ?

**I.N. :** C'est un essai sur l'urbanisation, structuré à la base d'une compilation de discours nourris de citations et émaillés de références historiques sur les travaux réalisés depuis le retour du président Denis Sassou N'Guesso à la tête de l'État. En tant que critique littéraire, je conseille de le lire absolument.

*Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma*

**AFRICA  
CEO  
FORUM**

Shaping the future of Africa

7<sup>e</sup> édition  
**KIGALI**  
25 & 26 mars 2019

[www.theafricaceoforum.com](http://www.theafricaceoforum.com)

f in t

Le rendez-vous international de référence des décideurs du secteur privé africain

CO-HOST

**IFC** International Finance Corporation  
WORLD BANK GROUP  
Creating Markets, Creating Opportunities

ORGANIZERS

**JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP** **rainbow unlimited**

DIAMOND

**glo** **BOLLORE** **AFRIQUE** **Orange**  
Transport & Logistics Africa Free Zones Authority Canal Bank

**KCB** **MCB** **MAITRENA AFRICA**  
**m sc** **OCP**

INSTITUTIONAL PARTNERS

**AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP** **EUROPEAN INVESTMENT BANK** **MIGA**  
GROUP OF 24 AFRICAN DEVELOPMENT BANKS OF DEVELOPMENT

AWARDS GALA DINNER

**MAZARS** **ARISE**

GOLD

**afribank** **aktij bank** **BUA** **GE**  
**BANK OF KIGALI** **EREA** **JESA**  
**CASABLANCA FINANCE CITY** **EREA ATLANTIC**

PARTNERS

**AFRICA50** **AMETHIS** **BCG** **BOSTON CONSULTING GROUP**  
**BRVM** **edmond de rotterdam** **Deloitte**  
**ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD** **cfao** **KPMG**  
**masen** **Equally** **Olam**  
**RDB** **INDONESIA DEVELOPMENT BOARD** **Safaricom**  
**SOFIBANQUE** **UBA** **STANBANK**

NATIONAL OFFICIAL CARRIER INTERNATIONAL OFFICIAL CARRIER

**RwandAir** **brussels airlines**

MEDIA PARTNERS

**ffl** **24** **CANAL+** **CMBG AFRICA**  
**CW** **Nation Media Group** **jeuneafrique**  
**THE AFRICA REPORT** **LIVE THE STORY**

## INTERVIEW

# Antonio Pedro : « Avec une croissance à deux chiffres, l'Afrique pourrait transformer les économies et arriver à l'émergence »

Riche en ressources naturelles, le continent africain qui va compter au moins un milliard d'habitants à l'horizon 2050 mise sur l'agenda 2063 pour sortir de la précarité. Son émergence et son développement passent, entre autres, par l'intégration, la numérisation, le libre-échange et l'amélioration des infrastructures. Dans une interview accordée à la presse, en marge de la cinquante-deuxième session de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) qui se tient à Marrakech, le directeur pour l'Afrique centrale de cette organisation a estimé que tout cela n'est réalisable que si la croissance atteint deux chiffres.

**La CEA qui a fêté son soixantième anniversaire en 2018, tient sa cinquante-deuxième session au Maroc. Quelle est la particularité de cet événement en cette période où certaines zones du continent vivent une grave crise économique ?**

**Antonio Pedro (A.P.) :** C'est une conférence qui débat de la problématique budgétaire ; des opportunités qu'offre le commerce aux pays africains pour promouvoir le développement et la croissance inclusive. Ceci dans un domaine où la digitalisation ou l'économie numérique occupe une place importante. Nous sommes ici pour partager des expériences. C'est autant dire que cette conférence est une opportunité de présenter les politiques que nos pays pourront suivre pour leur émergence.

**Vous parlez de partage d'expériences. Il est désormais établi que seule la numérisation facilite une bonne collecte des recettes fiscales. Y a-t-il des pays africains qui ont fait des preuves dans ce domaine ?**

**A.P. :** Le Rwanda, par exemple, grâce à la digitalisation, a augmenté le niveau de collecte des ressources à travers la taxation. C'est un processus important qui passe par la simplification des procédures et l'accès au marché. Il y a bien d'autres pays dont le Maroc qui, à travers l'économie numérique, ont réussi à augmenter la base

des contributions et en même temps baisser les taxations.



Le directeur pour l'Afrique centrale de la CEA, Antonio Pedro, en interview avec la presse le 21 mars à MarrakechDR

Il s'agit là d'une opportunité pour diversifier les options permettant à la population de contribuer au développement du pays. Le message clé que nous voulons transmettre est de dire que pour l'agenda 2063, les pays africains doivent augmenter le taux de mobilisation des ressources internes pouvant financer leur développement.

Il faut forcément augmenter la croissance économique qui est actuellement de 3,2%. Avec une croissance à deux chiffres, l'Afrique pourrait transformer les économies et arriver à l'émergence. Les opportunités sont là ; nous avons des ressources et il nous reste à augmenter ou intensifier le commerce intra-africain et ré-

veloppement et d'intégration en Afrique.

**Les Etats sont-ils disposés à suivre la marche vers le développement en saisissant toutes ces opportunités qui s'offrent à eux ?**

**A. P. :** La diversification des économies est au cœur des politiques des pays. A l'occasion du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, organisé en décembre 2017 à Yaoundé, au Cameroun, le leadership de la sous-région avait souligné l'importance de la diversification économique, tout comme la restauration de la stabilité macroéconomique.

La volonté politique est là,

nous travaillons déjà avec le Tchad, la Guinée équatoriale et le Congo-Brazzaville dans l'élaboration des politiques et des stratégies de diversification économique. C'est déjà un pas très important. La démarche voudrait que la diversification économique et l'industrialisation soient au cœur des politiques de développement de nos pays. Aujourd'hui, la qualité de dialogue entre le secteur public et privé est encore faible. Il faut relever le niveau de ce dialogue ; aborder la problématique de la qualité des infrastructures. Malheureusement, l'Afrique centrale fait partie des pays moins performants en matière d'intégration sous-régionale. Il faut que les pays soient mieux connectés ; que les barrières tarifaires soient levées ; ce qui demande encore des efforts.

**Au sujet de l'intégration, l'Afrique du Sud représente à elle seule 25% du commerce intra-africain. Les autres pays semblent traîner le pas. Que faut-il faire pour corriger et améliorer cette situation ?**

**A.P. :** La question doit être examinée plus profondément. Une chose est vraie, la structure productive de l'Afrique du Sud est plus avancée que dans d'autres pays. Le secteur manufacturier sud-africain est plus performant qu'au Tchad ou encore au Congo-Brazzaville, par exemple. Il faut prioriser l'industrialisation pour que les pays africains changent leur structure de production ; le commerce des produits intermédiaires et des produits manufacturiers.

**Globalement, la croissance**

**ne répond pas en Afrique, cependant, ne profite pas à la population qui n'en ressent pas les effets. Comment expliquez-vous une telle situation ?**

**A.P. :** Il faut un peu de patience parce que le vrai problème de nos pays est structurel. Ce problème doit être examiné profondément. Il y a un changement dans la structure de production à opérer. Autrement dit, il y a des investissements à long terme à opérer.

A la CEA, nous avons une position très claire : la région Afrique centrale doit faire une stabilisation macroéconomique. C'est aussi la politique du Fonds monétaire international. En même temps, nous avons dit à tous nos partenaires qu'il faut trouver un espace budgétaire pour des investissements de long terme. C'est à ce niveau qu'il y a une grande différence entre l'Afrique et d'autres parties du monde.

Le taux d'épargne dans les pays occidentaux est très élevé qu'au niveau africain. Il faut changer le comportement de la banque en Afrique où elle est généralement prête à accorder les crédits pour le commerce ; mais quand il s'agit des prêts pour l'industrialisation, c'est toujours un grand problème. Ce qui demande à améliorer le dialogue avec la société civile ; que toute la créativité du secteur informel, des petites et moyennes entreprises, soit mobilisée pour le développement. Je pense qu'avec la cohérence politique et un dialogue approfondi, on peut parvenir à la réalisation de l'agenda 2063. Les médias devraient également jouer un rôle important pour expliquer à la population que le développement prend du temps.

**La Rédaction**

## AFRICA POÉSIE 2019

## Le Congolais Cristell Mouanda Moussoki décroche le meilleur prix

**22 ans, étudiant en 3e année en Sciences et techniques de la communication de l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville, le jeune poète a occupé le premier rang, à l'issue d'un concours qui a mis aux prises les écrivains poètes de plusieurs nationalités.**

Le concours s'est déroulé au Cameroun et a réuni plusieurs pays, à savoir la France, la Belgique, le Haïti, le Congo-Brazzaville, le Sénégal, le Bénin, le Cameroun, le Maroc.

Le jury a été présidé par Daouda Mbouobouo, écrivain-poète-juriste, président fondateur d'Africa poésie, président de la Société des poètes et artistes du Cameroun et vice-président de la Société civile des droits de la littérature et des arts dramatiques. Il avait

comme membres le Pr Chantal Bonono, Arlette Chaumorcet et le Dr Mbaye Ndong. Quatre meilleurs textes ont été choisis. Le premier prix est revenu ainsi à «Lettre à Lumumba» de Tristell Mouanda Moussoki du Congo-Brazzaville ; «Et puis viendra l'hiver» de Nada Khairat du Maroc a obtenu le deuxième prix ; pendant que «J'ai pris le bon mot» de Cedric Daquin Awouafack du Cameroun a été classé troisième. Le quatrième prix a été décerné à « Regret noir de Alceus» de Claude Bernard Elio du Haïti.

En attendant la cérémonie de remise de son prix qui aura lieu au Cameroun dans les tout prochains jours, Tristell Mouanda Moussoki s'est dit heureux de le remporter, tout en signifiant



Tristell Mouanda Moussoki

qu'il ne s'y attendait pas, au regard des écrivains venus des différents pays qui ont participé à ce concours.

Parlant de l'inspiration qui l'a animé à écrire ce texte sur Emery Patrice Lumumba, le jeune écrivain a déclaré : « «Lettre à Lumumba» est un texte en vers, un lyrisme marqué par la nostalgie des intempéries et la douleur perpétuelle. Le peuple congolais est sombré dans l'obscurité, il fallait qu'il y ait un poète qui brille parmi les dieux pour venir le sortir dans le désert. Je suis la lumière, il n'y a pas que Jésus-Christ qui ensemence la lumière parmi les peuples, il y a aussi les poètes... ».

Tristell Mouanda Moussoki a ajouté qu'il a choisi ce héros de la République démocratique du Congo parce qu'il est profondément marqué par la douleur qui prend corps dans ce pays et arrache le silence du peuple. « Le

poète porte en lui le flambeau et c'est ce flambeau qui m'a permis de remporter le premier prix. Parce que je m'insurge contre la nuit qui prend ancrage dans le feuillage du temps. Lumumba fut un architecte de la paix. J'invoque le nom de Lumumba pour venir voir ce qui se passe actuellement en RDC, parce qu'il pleut. Ceux-là qui savent interpréter les allégories, le triangle isocèle vous diront qu'il pleut tout le temps en RDC, une pluie de sang. Je suis interpellé par ça... J'habite l'insurrection. Le grand poète Aimé Césaire, dans «Cahier d'un retour au pays natal», a dit que la poésie est une insurrection contre la poésie, donc je m'insurge contre ce qui se passe actuellement en RDC », a-t-il expliqué.

**Bruno Okokana**

## SANTÉ PUBLIQUE

## Les spécialistes en communication édifiés sur les outils du management associatif

Un atelier a regroupé, du 20 au 21 mars à Brazzaville, les membres du Réseau congolais des journalistes spécialistes en communication sanitaire (Rescos) et de l'Alliance du secteur privé de santé (ASPS), afin de leur permettre d'assimiler les différentes étapes de fonctionnement d'une association.

Les enseignements de la première journée ont porté sur l'organigramme d'une association, le fonctionnement, profil des membres, l'analyse en équipe, la vision, les missions, valeurs de l'association, la gestion, etc.

La facilitatrice de la formation, Bethy Ndandani Kinsiona, a insisté sur la compétence des membres afin de bien diriger une organisation. Selon elle, les membres de l'association doivent travailler en équipe, avoir la maîtrise des statuts et du règlement intérieur et véhiculer le même message à la population.

Elle a, par ailleurs, souligné que développer une organisation implique une réelle prise de conscience de chaque intervenant afin d'avoir une bonne analyse des forces, faiblesses, opportunités et des risques de l'association.



Les spécialistes en communication sanitaire en travaux de groupe/Adiac

À cet effet, les apprenants ont été en atelier sur l'identification des attentes de leur organisation, des forces, faiblesses, opportunités et menaces de l'organisation. Notons que cette formation a été organisée avec l'appui de la Banque mondiale. Les travaux ont été ouverts par l'inspecteur général de la santé, le Pr Richard Bilekot, en présence de la présidente du Rescos, Gertrude Goma Bayi. Cette dernière a expliqué que l'appui de la Banque mondiale aux différentes initiatives du réseau vise à permettre à la presse congolaise de jouer un rôle important dans la diffusion des informations de qualité pour

promouvoir la santé publique, en améliorant l'offre de soins et de services de santé.

Le réseau, a-t-elle poursuivi, envisage dans son plan d'action d'élaborer un plan de mobilisation des ressources communicationnelles. Il prévoit également de mettre en œuvre le plan de travail annuel et de lancer le site internet ainsi que des pages via les réseaux sociaux pour diffuser gratuitement les informations.

Le Rescos a été créé le 30 juin 2018, en vue de permettre à ses membres de mutualiser leurs atouts pour la production de programme de santé de qualité.

**Lydie Gisèle Oko**

## CAMEROUN

## Washington favorable à un forum international sur la crise anglophone

L'idée a été émise par le sous-secrétaire d'Etat américain adjoint aux Affaires africaines, Tibor Nagy, en visite dans le pays, afin de trouver une sortie de crise au conflit qui secoue les régions du nord-ouest et du sud-ouest, depuis fin 2016.

Les Etats-Unis envisagent d'organiser un forum international pour une sortie de crise dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun, théâtres d'affrontements quasi-quotidiens entre l'armée et certains séparatistes.

Le dialogue national doit être «ouvert et illimité pour trouver une solution (...)», a indiqué Tibor Nagy, lors d'une conférence téléphonique depuis Johannesburg, en Afrique du sud, ajoutant «Nous devons donc nous concentrer sur cela et peut-être amener la discussion dans un forum international».

Le gouvernement américain est «extrêmement préoccupé» par la gravité de cette crise, a-t-il fait savoir. «Chaque jour, des gens meurent. Chaque jour, des gens souffrent. Quand il y a une crise nationale comme celle-là, il n'est pas toujours positif d'arrêter des membres de l'opposition», a-t-il déploré. «Une conférence de haut niveau permettant à toutes les parties de dialoguer serait une bonne idée», avait-il déclaré sur une radio internationale française. Le Cameroun fait face à plusieurs foyers de tensions, dans le septentrion, à sa frontière orientale et dans les régions anglophones. Son armée est en alerte.

Dans son discours à la nation, du 31 décembre 2018, le président Paul Biya faisait de la sécurité l'une des priorités de l'année en 2019, «condition sine qua non de la paix civile et du progrès économique et social».

Dans ce contexte, une réunion d'évaluation à huis clos de la situation sécuritaire a eu lieu à Yaoundé, la capitale, avec les spécialistes des questions de sécurité, suivie par le premier Salon international sur la sécurité et la sûreté en Afrique centrale, sur le thème «Sécurité et défense au service du développement».

**Noël Ndong**



MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET LISUNGI-SYSTEME DE FILETS SOCIAUX

UNITE DE GESTION DU PROJET

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N°002-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-19

« RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN INFORMATICIEN GEOMATICIEN CHARGE DU REGISTRE SOCIAL UNIQUE (RSU) »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit pour financer le coût du programme LISUNGI-Système de filets sociaux. Le projet Lisungi à l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : « Recrutement d'un informaticien géomaticien chargé du Registre Social Unique (RSU) ».

2. Sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet et la responsabilité directe du Coordonnateur de la Cellule Technique de Gestion du RSU, l'informaticien géomaticien aura pour mission principale de développer le module de gestion cartographique du Registre Social Unique. De manière spécifique, sa mission consiste à (i) superviser les missions et les travaux géomaticiens du Laboratoire Population Environnement et Développement (LPED) de l'Université d'Aix Marseille; (ii) produire des données cartographiques numériques et statistiques associées à partir des données d'enquête socio-démographiques; (iii) développer des outils d'analyse et des données cartographiques à partir des données des ménages et des cartes sociales; (iv) développer la plateforme WEB de gestion et d'accès aux données cartographiques; (v) renforcer les capacités techniques des parties prenantes sur la cartographie WEB.

3. L'informaticien géomaticien sera recruté pour une durée d'une (01) année renouvelable, sous réserve de l'évaluation semestrielle et annuelle satisfaisante de ses performances et ce jusqu'à la fin du projet, après une période probatoire de six (6) mois au cours de la première année.

4. L'informaticien géomaticien travaillera à Brazzaville, au siège du projet Lisungi.

5. Pour conduire cette mission, l'informaticien géomaticien devra :

- Avoir une connaissance approfondie en cartographie interactive et la maîtrise de Scalable Vector Graphics (SVG);
- Maîtriser les langages suivants : PHP, Java Script, Ajax, JQuery, SVG, SQL;
- Avoir une bonne connaissance des systèmes de gestion de bases de données (Access, SQL Serveur, Oracle, Excel, MySQL);

- Avoir développé au moins cinq (5) applications WEB dont au moins un en lien avec les alertes via SMS;

- Justifier d'au moins une expérience de 05 ans dans l'administration des systèmes d'information et développement des applications WEB;

- Etre titulaire d'un Bac + 2 au moins en développement WEB ou administration système.

6. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la sélection fondée sur les Qualifications des Consultants (QC) des « Directives, sélection et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale, dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'AID », édition octobre 2011, version révisée de juillet 2014.

7. Les dossiers de candidature (lettre de motivation adressée au coordonnateur du projet Lisungi-Système de Filets Sociaux, curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le candidat possède les qualifications, copie du diplôme, copies des attestations ou certificats de travail) sont à déposer au plus tard le 05 avril 2019 à 13H00 aux adresses ci-dessous, sous plis fermé et portant la mention « Avis d'appel à candidature n°002-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-19, relatif au recrutement d'un informaticien géomaticien chargé du Registre Social Unique »; « A n'ouvrir uniquement qu'en séance d'analyse des dossiers de candidatures ».

8. Les renseignements complémentaires relatifs à cet avis pourront être obtenus au siège du Projet LISUNGI-Système de Filets Sociaux, sis ancien siège du PARSEGD, Forêt de la Patte d'oie, derrière le Tennis club, Route de l'aéroport, Brazzaville (République du Congo). Tél : 00242 06 664 49 19 / 00242 05 526 52 96; E-mail : lisungiprojet@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 20 mars 2019

**Le Coordonnateur**

**Alfred Constant KIAKOUAMA**

## MÉTIER AGRICOLE

## Des enseignants formés pour susciter des vocations auprès de leurs élèves

Une session de formation des instituteurs et professeurs a été lancée, le 20 mars à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, dans le cadre de la mise en œuvre du projet « classes vertes » pour l'éducation nutritionnelle et la sécurité alimentaire au Congo.

Le projet « classes vertes » est une initiative du gouvernement congolais et de ses partenaires des agences du système des Nations unies, en partenariat avec le Département de l'agriculture des Etats-Unis (USDA). L'activité de Kinkala est censée regrouper des participants des départements de la Bouenza, du Kouilou, de la Lekoumou, du Niari, y compris du Pool. À travers cette initiative, le gouvernement et les partenaires au développement veulent promouvoir le travail de la terre et lutter contre la sous-alimentation. L'objectif de la formation, ont-ils dit, est de faire acquérir les connaissances scientifiques, techniques et les compétences en matière de sécurité alimentaire, nutritionnelle ; adapter les curricula aux contextes des apprenants et de l'environnement ; vulgariser les aspects de santé/nutrition dans les écoles.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et



Les participants

l'agriculture est l'un des principaux partenaires impliqués dans cette initiative. Pour sa représentante résidente au Congo, Suze Percy Filippini, il est important d'inculquer chez les jeunes les notions de base de productions agricoles et la bonne manière de s'alimenter.

« Il est aujourd'hui prouvé que la santé et la nutrition sont des déterminants importants de la réussite des élèves et du processus d'apprentissage. Un manque nutritionnel et une mauvaise santé des enfants en âge d'être scolarisés sont une cause d'absentéisme et de l'échec scolaire », a estimé l'intervenante, saluant l'installation d'une école qui offre à la fois un enseignement général et des savoir-faire nutritionnel et agricole.

En effet, cette session de formation de la partie sud concerne un échantillon de

cent-soixante-neuf enseignants, dont vingt issus des écoles pilotes devront expérimenter les jardins scolaires. Ils seront tous employés comme formateurs, y compris les chefs de secteurs agricoles, les directeurs départementaux de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et les personnes ressources du ministère de la Santé chargée de la nutrition des localités concernées par les classes vertes.

Un outil pédagogique a été conçu par l'équipe de l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques. Le directeur de cabinet du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou Maba, qui lançait les activités, a rassuré sur l'engagement du gouvernement de mettre les moyens nécessaires pour la concrétisation du programme.

Fiacre Kombo



PROMO

RÉGULARISATION DES BRANCHEMENTS ILLÉGAUX

Payez

**50 000 F CFA**

en une fois

Payez

**65 000 F CFA**

en deux fois

Faites comme nous  
**DEVENEZ CLIENT LÉGAL LCDE**

Au lieu de

~~156.200 F CFA~~



Rendez-vous dans nos agences ou points de vente les plus proches

PROMOTION VALABLE DU 15 MARS AU 15 MAI 2019

Passé ce délai, tout propriétaire d'un branchement illégal fera l'objet de poursuites.



STOP

AUX BRANCHEMENTS ILLÉGAUX

## SANTÉ PUBLIQUE

## Le Congo dévoile ses attentes de coopération avec l'OMS

Les principaux axes d'appui que le pays attend de l'agence onusienne ont été énumérés lors d'une séance de travail entre la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, et le nouveau représentant de cette agence, le Dr Lucien Manga.

Nouvellement arrivé au Congo comme représentant de l'Organisation mondiale de

pour laquelle le pays est en train de marquer les pas en avant; l'appui dans la gestion des médicaments et la lutte contre les médicaments de qualités inférieures et falsifiés (faux médicaments) ainsi qu' en matière d'amélioration de la qualité des services de laboratoire en vue de l'accréditation dans la région africaine; l'assistance dans l'accréditation et la gouvernance



Le nouveau représentant de l'OMS réaffirmant le soutien de cette institution au Congo

la santé (OMS), il était de bon aloi que le Dr Lucien Manga se fasse une idée de la situation sanitaire du pays, des politiques et stratégies adoptées en la matière.

Une séance de travail l'a ainsi conduit au ministère de la Santé et de la population. Les attentes du Congo vis-à-vis de l'OMS ont été évoquées, les dispositions contenues dans l'accord de siège avec l'agence onusienne également. Le Congo attend donc d'elle, entre autres, un accompagnement dans la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire 2018-2022, dans le renforcement de la sécurité sanitaire, la lutte contre les épidémies qui semblent, d'ailleurs, se multiplier dans la sous-région; la lutte contre la drépanocytose, ainsi que tant d'autres urgences de santé publique. La formation in situ des ressources humaines en santé tout comme le renforcement des capacités de recherche et de formation à l'université Marien-Ngouabi ne sont pas mis en marge.

L'appui dans le processus de mise en place de l'assurance maladie universelle

des structures sanitaires allongent la liste des attentes du Congo à l'égard de l'OMS. « Nous avons fait le tour de la situation sanitaire du Congo. Il faut reconnaître que le gouvernement fait beaucoup d'efforts pour offrir les services de santé de qualité à la population. Nous allons accompagner le gouvernement, dans la mesure du possible, notamment dans la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire. Notre engagement sera total », a assuré le nouveau représentant de l'OMS.

Le Dr Lucien Manga est diplômé en entomologie médicale et en parasitologie. Recruté au bureau régionale de l'OMS-Afrique depuis vingt-deux ans, il a assumé plusieurs responsabilités dans la lutte contre les maladies dont le paludisme sur lequel il a fait plusieurs travaux de recherche, dans la gestion de l'environnement et les urgences de santé publique. Avant de venir au Congo, le Dr Lucien Manga est passé par le Mali, en qualité de représentant de l'OMS.

Rominique Makaya

## OUENZÉ/QUARTIER 58

## Deux cent jeunes filles-mères seront formées en coupe et couture

La Fondation Ninon-Gouaba a officiellement lancé le projet, le 20 mars à Brazzaville, au quartier Mikalou, en présence des intéressées. La première vague, constituée de soixante-quinze jeunes mamans, démarre au mois d'avril.

La formation se tient dans le cadre du programme "Sunga jeune", aide la jeunesse, en français, initié par la fondation que dirige Ninon Pachel Gouamba.

Elle est destinée exclusivement aux jeunes filles-mères, vivant en couple ou non, âgées de 17 à 26 ans, ayant abandonné les études et habitant les quartiers 58 et 58 bis Ouenzé (cinquième arrondissement), notamment la boucle allant du marché Moukondo au pont de Mikalou, en passant par Texaco-la-Tsiémé.

La formation est planifiée par la fondation et s'étale sur trois ans. Les enseignements seront dispensés par vague.

La première démarre le 1<sup>er</sup> avril, avec soixante-quinze apprenantes. Trois centres où se dérouleront les enseignements sont déjà prêts, l'un dans la rue Moussakanda, à Mikalou, et deux autres à Taxaco et dans



Ninon Gouamba s'adressant aux jeunes filles-mères, le 20 mars/Adiac

la rue Balloyi, à Ouenzé.

Pendant une année, ces jeunes filles, dont certaines sont mères de quatre enfants, vont apprendre des enseignements théoriques et pratiques approfondis en coupe-couture, dispensés par des professionnels en la matière. Elles apprendront toutes les techniques de

la couture moderne et aussi la broderie. Ces apprenantes ne verseront aucun franc blanc en contrepartie, car toute la logistique est entièrement financée par la fondation.

Les autres groupes prendront la relève après la première promotion. A la fin, les lauréates bénéficieront des kits

complets, pouvant leur donner l'occasion d'ouvrir leurs propres ateliers. Certaines d'entre elles seront employées dans des ateliers de couture de la place.

« Nous venons de lancer le projet de la formation de l'accompagnement des jeunes filles mères en

coupe-couture des quartiers 58 et 58 bis. Nous les avons entretenues aujourd'hui, la semaine prochaine, les équipes les rencontreront pour les entretiens pour que, courant avril, la première promotion puisse démarrer. La condition principale, c'est d'être âgée de 17 à 26 ans », a expliqué le président de la fondation, Ninon Pachel Gouamba.

En initiant ce projet, a-t-il ajouté, l'objectif est de donner à ces jeunes filles désœuvrées et mères d'enfants, un métier qualifiant, qui leur permettra de se prendre en charge et se détourner du phénomène "Hudjana", une forme de prostitution pratiquée ces derniers temps par des mineures à charge. D'autres modules de formation sont prévus au profit des jeunes garçons sans qualification, dans l'objectif de garantir leur insertion sociale. La Fondation Ninon-Gouamba est créée en 2011. Elle a pour objet de soutenir l'action d'intérêt général dans le domaine de la santé, l'éducation, le sport et la lutte contre la pauvreté.

**Firmin Oyé**



## COMMUNIQUE DE PRESSE DU 25 FEVRIER 2019

Inaugurée sur le tronçon Pointe-Noire Dolisie le 22 décembre 2011 et ouverte dans sa totalité Brazzaville Pointe-Noire le 01 mars 2016, La Route Nationale 1 (RN 1), c'est 535 kms de route, 36 ponts enjambant la forêt du Mayombe, flirtant avec le Niari, taquinant la Bouenza, chatouillant la Lékoumou, pour venir se jeter dans les bras du Pool. Cette route est un corridor indispensable, moderne et sécurisé, qui obéit à la stratégie d'aménagement du territoire, de développement économique et humain du Congo.

Depuis son ouverture, elle favorise les conditions de libre circulation des biens et des personnes et facilite l'accès aux zones urbaines, à des populations jusqu'ici isolées. Elle revigore aussi l'exploitation agricole et forestière des départements qu'elle dessert, en permettant l'acheminement des récoltes et des produits vers les zones de consommation. Enfin, elle permet de développer le tourisme, et favorise les voyages d'agrément.

Afin de pérenniser la qualité de ce patrimoine et de renforcer ses infrastructures, la gestion de la RN 1 a été confiée à une société congolaise privée : La Congolaise des Routes SA (L.C.R).

Ainsi, dans le cadre de la concession qui lui a été octroyée pour une durée de 30 ans, la LCR aura 3 objectifs principaux : entretenir ses infrastructures, développer la sécurité et proposer des services aux usagers.

Entretenir, c'est procéder aux opérations d'entretien courant comme le nettoyage, la réparation des nids de poule, des panneaux de signalisation, le curage des systèmes d'assainissement, mais c'est également des opérations d'entretien lourd comme la réfection des chaussées, la maintenance des ponts et des bâtiments. Dans ce cadre, nous appliquerons la législation applicable dans la zone CEMAC relative aux charges par essieux. C'est-à-dire que les poids lourds en surcharge ne seront désormais plus

autorisés à circuler sur cette route. Ceci, pour des raisons de sécurité et pour pérenniser l'infrastructure.

Développer la sécurité, c'est communiquer sur les dangers de la route et mettre en place des systèmes de sécurité préventifs et efficaces. C'est pourquoi un centre d'appel innovant (Joignable par tous les moyens : téléphone, Internet, courrier), sera mis à la disposition des usagers pour leur porter assistance. Des agents professionnels seront à leur écoute 24h/24 et 7j/7 et coordonnerons les solutions adéquates à leurs besoins (dépanneuses, pompiers, ambulances, patrouilleurs de route, forces de l'ordre). Proposer des services aux usagers, c'est (à court et moyen terme), mettre en place des moyens de paiement par Mobile (Mobile Money) augmenter le nombre de stations-services, mettre à disposition des restaurants, boutiques, aires de stationnement, aires de repos, aires de services, de dépannage et d'assistance.

L'ensemble de ces services seront financés grâce aux revenus des péages, qui seront mis en service progressivement.

Les tarifs des péages sont fixés par décret présidentiel en fonction de catégorie de véhicule et de leur impact sur la chaussée.

Ensemble, nous préserverons notre route et protégerons notre avenir.

La Congolaise des routes vous souhaite la bienvenue sur son réseau et une très bonne route.

**Beto kenguedila n'zila ya beto samu na mbassi**

**Préservez notre route, pour protéger notre avenir**

## FINANCES

# La quantité de la monnaie en circulation au Congo en hausse de 4%

D'après le Comité monétaire et financier national, qui vient de tenir sa première session ordinaire de l'année, le 18 mars à Brazzaville, le progrès de la masse monétaire traduit la conjoncture économique dopée par les réformes établies par la banque centrale.

Les experts ont observé, en lien avec le léger rebond, une augmentation des avoirs extérieurs nets, le taux de couverture extérieure de la monnaie est ressorti à 32,6% en 2018, contre 27,6% un an auparavant. Au plus fort de la crise économique, entre 2016-2017, le coût de la monnaie en circulation s'établissait à environ 1938 milliards FCFA, un niveau très faible par rapport aux années d'embellie.

De même, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a noté une forte augmentation des exportations de pétrole depuis 2018, le solde du compte courant a été excédentaire de 24,4% du Produit intérieur brut (PIB), contre un excédent de 3,6% du PIB en 2017.

« Il faut noter qu'à la faveur de l'amélioration de la conjoncture économique, nous avons observé une croissance de la masse monétaire d'à peu près 4%, ce qui traduit que la



Les experts pendant les travaux du comité monétaire et financier national

conjoncture s'est améliorée », a expliqué le directeur national de la BEAC, Michel Dzombala. L'état de santé de la masse monétaire nécessite pour autant la poursuite de la réforme de la politique nationale en la matière, conformément à la réglementation de la banque centrale. La maîtrise de celle-ci est indispensable pour la survie et la reprise de l'économie nationale. Il s'agit principalement de

la monnaie fiduciaire (pièces et billets), des dépôts bancaires et des titres de créances négociables qui peuvent être immédiatement utilisés comme moyen de paiement.

### Rétablir la confiance entre les banques locales

Dans le sillage des travaux du comité monétaire et financier national puis de la réunion du conseil national du crédit, les

économistes ont également planché sur la situation de la liquidité bancaire, l'évolution du financement bancaire, etc.

Il ressort que le financement bancaire n'est pas encore au niveau qui permet d'assurer un accompagnement des petites et moyennes entreprises. À ce sujet, des difficultés ont été évoquées au niveau du marché des capitaux et les experts ont constaté que le marché inter-

bancaire demeure en ralenti. Une chose est sûre, d'après Michel Dzombala, les banques locales ne se font pas mutuellement confiance. C'est ainsi que la banque centrale a décidé d'initier un certain nombre de réformes pour justement rétablir la confiance entre celles-ci, afin qu'elles se prêtent des capitaux. Au niveau des autres segments du marché monétaire, la banque centrale a souligné une reprise du marché des capitaux, avec le recours plus fréquent du Trésor public congolais aux émissions des titres publics aux échéances plus longues.

Enfin, les banques se portent bien sur le plan de la liquidité, en raison non seulement de la reprise de l'économie, mais aussi des réformes communautaires qui ont pu faciliter un meilleur accès à la liquidité aux banques. Les opérations d'appels d'offres à taux multiples, lancées sur le marché communautaire, ont donc permis aux banques locales d'accéder à un peu plus de liquidités que par le passé où elles étaient contraintes par un objectif de refinancement fixé à trente milliards de francs CFA.

Fiacre Kombo

## Les réformes du système de gestion se poursuivent

Le ministère des Finances et du budget va tester, à partir du 25 mars, le nouveau système intégré de gestion des finances publiques, avant de le déployer dans toute l'administration publique.

Les ministères de l'Intérieur, de l'Énergie, de la Construction et des Finances serviront de plateforme pilote pour peaufiner la nouvelle application qui vise à gérer, sécuriser et rationaliser les recettes de l'État.

Ce projet s'inscrit dans le plan d'action actualisé du projet Système intégré de gestion des finances publiques (Sigfip)

de 2019, présenté le 20 mars à Brazzaville, lors du neuvième comité de pilotage dudit projet, présidé par le ministre de tutelle, Calixte Nganongo.

« Cette réunion est une occasion qui nous permet de passer en revue ce que nous estimons être la pierre angulaire de toutes les réformes au niveau des régies financières », a-t-il indiqué.

« J'aimerais également que nous fassions le point des missions effectuées par rapport à ce qui a été implémenté, notamment le fonctionnement du guichet unique de dédouanement (GUD). Les choses vont techniquement

bien en dehors de quelques agents véreux qui continuent de contourner ce support électronique », a souligné Calixte Nganongo.

Notons qu'en dehors du Sigfip, projet capital du ministère des Finances, d'autres applications telles le e. taxe, le e. douane et le nouveau fichier new seront intégrées dans le processus de paiement des impôts et taxes pour réduire toute possibilité de falsification. Le projet dédié à la gestion électronique des bourses puis bien d'autres applications sont actuellement en développement, a relevé le chef de projet Sigfip, Marius Ikolo Ngakosso.

Rappelons qu'en 2018, pour rendre compte de l'application effective de toutes les réformes mises en place, le ministère des Finances a organisé des missions d'observation dans la Sangha, à Pointe-Noire et à Dolisie. Outre d'énormes efforts accomplis dans le but de sécuriser les recettes de l'État, quelques faiblesses ont été constatées, notamment à Ouessou, dans la Sangha, où les services du GUD sont mal logés.

Lopelle Mboussa Gassia et Gloria Lossele (stagiaire)



Les membres du comité de pilotage

## VIE DES INSTITUTIONS

## Vers la tenue d'un dialogue politique

Martin Mbéri a été reçu en audience par Pierre Ngolo, le 20 mars à Brazzaville. Les deux personnalités ont abordé, entre autres, la question de la tenue prochaine d'un dialogue national dont la date n'a pas été arrêtée, en expliquant la manière dont celui-ci sera organisé.



Me Martin Mbéri échangeant avec Pierre Ngolo

« Il faudra d'abord prendre tous les contacts nécessaires avec certaines autorités, certains dirigeants des partis politiques, certaines organisations, entendu les jeunes, les femmes et connaître leurs opinions », a fait savoir Martin Mbéri à la presse, à l'issue de l'entretien. Le secrétaire permanent du Conseil national du dialogue a ajouté que le dialogue est prévu dans les lois et il ne peut pas ne pas tenir compte des opinions des uns et des autres. « On est en train d'étudier comment l'organiser. Quand le peuple a des problèmes, on doit convoquer un dialogue pour les résoudre », a-t-il souligné. Il s'est, en outre, réjoui du fait que c'est pour la première fois qu'une telle institution a été créée dans le pays. En rappel, plusieurs dialogues se sont déjà tenus au Congo dont le dernier remonte à 2015, à Sibiti, dans le département de la Lékoumou

Jean Jacques Koubemba

## THÉÂTRE

## Le projet Hamlet fabrik continue de faire un tabac

**Initié par le Centre dramatique national (CDN) Normandie-Rouen et l'Institut français du Congo (IFC) à Pointe-Noire, en partenariat avec l'espace Yaro, le projet a vraiment marqué les esprits. Ceux qui ont assisté à la restitution de l'atelier de fabrique théâtrale à partir de la pièce «Hamlet» de Shakespeare en parlent toujours et en réclament. Certains souhaitent même une tournée nationale.**

Dans le même temps de la réalisation d'Hamlet fabrik, du 21 janvier au 2 mars, sous la direction de David Bobée, directeur du Centre dramatique national de Normandie-Rouen (France), une équipe artistique du CDN de Rouen travaillait sous la conduite d'un metteur en scène du Congo, une transmission croisée de compétences et de vision. Les deux équipes ont présenté le résultat de leurs recherches respectives, ainsi mises en dialogue. Fabienne Bidou, directrice de l'IFC, explique qu'au cours du projet «Hamlet Fabrik», il ne s'est pas agi de livrer une «production» à l'issue de l'atelier mais de vivre l'expérience d'une fabrique théâtrale partagée, de rencontres et d'échanges.

Bien qu'ayant des objectifs expérimentaux et non productifs, dans le double sens de recherche et de temps de vie, le projet a produit un spectacle inédit. Il a mis en confrontation divers parcours d'apprentissage (transmission orale, académiste, art du récit, art de la mise en espace, le cercle, la frontalité). «L'interculturalité a été un point de questionnement et de

rencontre artistique, à partir duquel diverses propositions de jeu ont été explorées et ont irrigué la restitution publique. Cela a été enrichissant de confronter des conditions d'exercice des métiers artistiques et de la liberté de création, les opportunités et parcours de formation, le rapport au temps et à l'urgence, la hiérarchie des priorités de vie, la compréhension du français et l'invisible de cette langue commune», a indiqué Fabienne Bidou.

#### Hamlet fabrik, un autre théâtre qui accroche

C'est le 2 février dernier que la restitution de l'atelier a eu lieu à l'espace Yaro où se sont aussi déroulées les répétitions qui ont eu beaucoup d'échos. Plus de deux cent cinquante personnes ont assisté au spectacle. Beaucoup n'ont pas pu accéder au site faute de places. Mise en scène par David Bobée, la pièce «Hamlet» a été interprétée par dix-sept comédiens et danseurs, dont quatorze de Pointe-Noire et trois de Brazzaville, avec Stéphane Aubert et Fabe Beurel Bambi à la lumière, Jean-Noël François au son et l'appui de Tamane Goma, Aimée Patricia Mavoungou, Duvallier Loundila de l'espace Yaro et Guy Narcisse de l'IFC.

Les dix-sept artistes ont émerveillé par leur jeu, leur complicité sur scène et leur énergie à tenir en haleine le public pendant les trois heures qu'a duré le spectacle. Même les néophytes n'ont pas vu le temps passé. Tout y était pour plonger les spectateurs dans l'univers d'Hamlet (décor, tenue, lumière, danse, musique, utilisation de l'es-



Fabienne Bidou, en lunettes, avec les acteurs du projet «Hamlet fabrik»/Adiack

pace...), un classique de l'histoire dramatique européenne, ponctuée de moment de liesse, et dont on a «fait resurgir les résonances dans la culture congolaise».

La pièce a eu un impact très positif au quartier. Plus d'un mois après, «Hamlet» reste présent dans les conversations, le public a du mal à s'en défaire, il en réclame, déplorant le fait « que le spectacle n'a eu lieu qu'un seul jour ». «Nous en avons parlé aux autres, eux aussi veulent assister au spectacle», confie un habitant de Loandjili ayant assisté à la restitution. «Le lendemain, les enfants ont envahi l'espace pour imiter les comédiens et répéter les paroles de la pièce. Pourtant, ils suivent des spectacles ici, mais Hamlet a été autre chose. Cela a donné un autre aspect au théâtre, un autre théâtre que ce qu'ils ont l'habitude de voir», explique Pierre Claver Mabilia, responsable de l'espace Yaro, qui a aussi pris part au projet.

Cette adaptation d'«Hamlet», menée de main de maître par

David Bobée, qui est tombé en amour avec Pointe-Noire depuis son premier voyage au Congo, il y a huit ans, s'est faite en onze jours. «Monter un spectacle de trois heures en onze jours et garder le public pendant trois heures sans qu'il se lasse, c'est une prouesse», s'est exclamé un amoureux du théâtre. La raison de cette réussite, selon Fabienne Bidou, c'est le fait que le metteur en scène a réussi à amener les comédiens dans l'esprit du projet et les a conduits à s'approprier le spectacle. Elle s'en réjouit : «David éprouve d'autres manières de faire le théâtre: On a quelque peu réinventé ce qu'a fait Shakespeare. C'est bien que cela soit passé à Yaro où l'espace et le décor du site ont été utilisés».

#### «Une belle expérience à revivre par les artistes»

Les onze jours de travail de la fabrique ont été axés sur les notions de dramaturge, de jeu, du passage du récit à la scène, dans la conscience des choix faits par les artistes, en se laissant imprégner des vibrations

et circulations du quartier, dans un «tiers théâtre» qui porte en lui une puissance scénographique indéniable et précaire». Une belle expérience que les artistes sont prêts à revivre parce que, comme l'a souligné Pierre Claver Mabilia, «C'est du travail qui transforme et permet de dépasser les limites de ce qu'on attend». «La plus belle partie, c'est tout le travail qui a été fait en avant ou amont», a aussi confié Alexandra Guenin, une des actrices du projet qui a réuni des artistes de deux générations (adultes et jeunes) et leur a permis de se connaître, de tisser des liens forts, de créer une complicité entre eux et une famille qu'ils ont baptisée «La bio famille».

Forts de cette expérience et devant la forte demande du public de retrouver «Hamlet», les acteurs se sont dits prêts à remonter sur les planches pour rejouer le spectacle. Une tournée nationale et peut-être à l'étranger serait la bienvenue, cela nécessite beaucoup de soutien et des partenaires.

Notons que les dix-sept comédiens qui ont interprété la pièce Hamlet sont Mouz Ferregane, Alexandra Guenin, Nestor Mabilia, Pierre-Claver Mabilia Harvin Isma Bihani Yengo, Mixiana Livty Laba, Rockaël Mavounia, Orlande Zola, Steven Lohick Ngondo, Hardy Moundongo, Nicolas Mounbounou, Merveille Toutou, Fred Obongo, Maël Ouemba, Jean Bonheur Makaya, Jules Mvouma-Lebanda. Ceux-ci s'ajoutent à la liste des artistes congolais qui ont déjà travaillé avec David Bobée.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## DROITS HUMAINS

## Les gendarmes et policiers sensibilisés aux violences faites aux femmes et jeunes filles

**Long Azur Développement et ASI (Action de solidarité internationale) poursuivent la série de sensibilisation aux violences faites aux femmes. À l'occasion du mois dédié à la femme, les deux ONG ont organisé un atelier à Pointe-Noire, en partenariat avec les directions départementales de la Promotion de la femme et de l'Intégration au développement, avec l'appui de l'Union européenne.**

La formation entre dans la mise en œuvre du Projet de renforcement de la société civile et des acteurs étatiques pour améliorer le respect des droits des femmes et filles congolaises. Les policiers jouant un rôle important dans la prévention des violences et la prise en charge des femmes et enfants victimes de violence, doivent être informés des différentes manifestations de ces violences et des moyens de recours, notamment les dispositions juridiques qui protègent les femmes et les enfants victimes. Au cours



La photo de famille après la sensibilisation

de cet atelier ont été débattus des thèmes en lien avec la typologie des violences faites aux femmes et aux enfants, les cas de violences reçus dans les commissariats, la nécessité d'une prise en charge médicale des cas de violences, le cadre juridique de protection des femmes et enfants victimes. Les conférenciers, Dr Roch Doukaga, gynécologue obstétricien, chef de service à l'hôpital de base de Tié-Tié; Aubin Djondo Kendé, directeur départemental des Droits humains et libertés fondamentales de Pointe-Noire; et la juriste Judicael Mantessa ont exposé chacun sur son domaine. Selon le Dr Roch Doukaga, par exemple, la prise en charge d'une victime de violences sexuelles a pour principal objectif d'optimiser l'accueil

psycho-médico-social, de permettre un examen initial parfait avec le recueil d'éléments contribuant à l'obtention de preuves médico-sociales pour permettre à la justice une meilleure efficacité sans nuire physiquement ni psychologiquement à la victime. Le code pénal et la loi dite Potignon ont été cités comme textes fondamentaux dans la lutte contre les violences faites aux femmes et jeunes filles. Une plus grande vulgarisation de ces textes doit être faite, tout comme la connaissance de services du guichet unique d'assistance aux femmes et enfants victimes de violences, notamment dans l'accompagnement psychologique, juridique et judiciaire offert par le guichet unique.

Hervé Brice Mampouya

## MUSIQUE RELIGIEUSE

## Ophélie Gely et Berger Dimina en concert dimanche à la paroisse Yindoula

**Destiné à rendre grâce à Dieu qui leur a doté la paroisse de l'Eglise évangélique du Congo (EEC), situé au quartier Makayabou, arrondissement 5 Mongou mpoukou, le concert connaîtra aussi la participation d'autres chantes et chorales de la ville de Pointe-Noire.**

Il s'agit de David Silouvangou, des chorales Kia et Yindoula, la sous-section CBE de la paroisse Yindoula et la chorale Temple. Autrefois annexe de l'EEC, c'est le 30 décembre dernier que Yindoula est devenue une paroisse. Le concert, organisé par la Maison BD production, sera aussi une action de grâce pour tous les bienfaits reçus de Dieu et une occasion d'honorer les femmes en ce mois de mars qui leur est dédié.

Pour ce rendez-vous, Ophélie Gely, l'une des plus belles

grandes voix du gospel ponténégrin qui prépare son nouvel album, propose un répertoire varié, teinté de plusieurs couleurs. Elle exécutera des chansons de son album parmi lesquelles «Je l'aime», ainsi que des titres des grands noms de la musique religieuse comme «Way macker» de Sinach, «Tu as remporté la victoire» de Todd Dulaney et le célèbre chant nigérian «Igwe».

Berger Dimina, qui travaille aussi sur son deuxième album, replongera le public dans l'ambiance des «7 Victoires», titre de son premier album.

Bien de surprises sont aussi prévues, d'où cette invitation d'Ophélie Gely : «J'invite le peuple de Dieu à venir louer et célébrer le Seigneur avec nous car il a fait et fera encore beaucoup de choses pour nous».

L.P.C.N.Z.



## DIABLES ROUGES

## Fernand Mayembo rejoint les seniors, Makouta rallie les U23



Fernand Mayembo croisera la route, le 24 mars à Harare, de son coéquipier havrais Tino Kadwere (ADIACCD)

### CAN 2019 : Fernand Mayembo a rejoint l'équipe

Depuis mercredi soir, Fernand Mayembo est à Brazzaville. L'international congolais a quitté Paris dans la matinée à bord d'un vol Air France.

Rappelons que le défenseur du Havre n'avait pas voyagé avec le reste du groupe lundi : « Dimanche soir, j'étais au Parc des Princes pour assister au match PSG-OM où mon porte-feuilles a disparu. Volé ou perdu, je ne sais pas, mais j'avais dedans tous mes documents administratifs, ma carte bancaire... Je n'ai pas pu embarquer lundi, mais je me suis dépêché de faire toutes les formalités pour pouvoir rejoindre l'équipe au plus vite. J'ai même pu, mardi, faire un peu de travail physique », nous expliquait le natif de Brazzaville avant de monter dans l'avion hier matin.

### CAN 2019 U23 : Gaius Makouta en renfort

Absent lors du match aller à Bujumbura, hier, pour le match aller face au Burundi, Gaius Makouta a rallié Brazzaville, où il devrait s'entraîner avec les séniors en attendant le retour de l'équipe U23. Le milieu de la réserve de Braga (2e division portugaise) se mettra à la disposition de Jean-Elie Ngoya pour renforcer la sélection dans l'optique du match retour face aux Hirondelles.

Rappelons que les Diablotins ont fait match nul, mercredi, chez les Burundais (0-0) lors du match aller du 2e tour des éliminatoires CAN U23 2019. Le match retour aura lieu le 28 mars à domicile.

Camille Delourme

## COOPÉRATION

## Les parlementaires belges et congolais envisagent de renouer leur partenariat

La question a été au centre des échanges que le président du Sénat, Pierre Ngolo, a eus le 21 mars à Brazzaville avec le chargé d'affaires sur pied du Royaume de Belgique au Congo, Frédéric Meurice.

Au sortir de cet entretien, ce dernier a évoqué les perspectives de partenariat qui peuvent être créées entre son pays et la République du Congo, dans le cadre de la diplomatie parlementaire au regard du rôle que

les parlementaires des deux pays avaient joué, à une certaine époque, et également du contexte dans lequel ces relations entendent se renouer.

Jean-Jacques Koubemba

5<sup>E</sup> CONGRÈS ORDINAIRE DU PCT

## Le Niari ne veut pas rester en marge des cotisations spéciales

Le coup d'envoi de l'opération de collecte de fonds a été donné le 18 mars par le président de la fédération du Parti congolais du travail (PCT) du département, Antoine Ngouala, à l'occasion de la commémoration du 42e anniversaire de la mort de l'ancien président de la République et fondateur de cette formation politique, Marien Ngouabi.

Les cadres et militants de la fédération PCT du Niari ne veulent pas demeurer en marge de l'organisation du cinquième congrès ordinaire de leur formation politique. Ils l'ont témoigné au moment du lancement de cette opération, conformément aux instructions de leur secrétaire général, Pierre Ngolo, prescrites le 5 février dernier à Brazzaville.

En effet, Antoine Ngouala a exhorté les militants à l'excellence en donnant avec leur cœur et en fonction de leurs capacités, afin que le département du Niari puisse occuper les premiers rangs comme dans le passé, à l'occasion de l'appel à candidature du président Denis Sassou N'Gouesso et de la cotisation pour la

construction du siège du parti. Commentant l'acte et la décision signés par le secrétaire général du PCT, fixant les modalités d'organisation de cette cotisation spéciale, il a rappelé les taux de cotisation. Ainsi, les militants sans emploi verseront au moins la somme de 1000 FCFA et les travailleurs au moins 20 000 FCFA. Les cadres et les dirigeants seront, quant à eux, informés de leur montant par correspondance. Notons que cette opération de cotisation s'achèvera le 5 juin.

Cette activité organisée à l'occasion de la commémoration du 42e anniversaire de la disparition du président Marien Ngouabi a été également un moment d'évocations. C'est ainsi que le président de la fédération-PCT Niari a rappelé que chaque militant, membre ou dirigeant du parti, devrait faire le nécessaire sacrifice à l'image du président-fondateur. Il a aussi indiqué que l'esprit du parti et l'amour du pays devraient guider chacun d'eux au moment où le Congo traverse une crise économique aiguë.

Assimilant cette crise à l'impérialisme, qui avait abattu leur président-fondateur le 18 mars 1977 pour l'empêcher de tenir le 3e congrès extraordinaire du PCT. « Pour combattre l'impérialisme économique, il nous faut tenir notre congrès, il faut nous organiser, nous prendre en charge. C'est ainsi que la direction politique du parti nous organise en interpellant notre esprit militant à travers la cotisation spéciale du 5e congrès ordinaire », a insisté Antoine Ngouala.

Signalons que cette cérémonie s'est déroulée dans la salle de la préfecture, en présence des militants et membres du PCT de Dolisie, des autorités politico-administratives des quatorze districts et quatre communes du département du Niari. Elle a été marquée par le dépôt d'une gerbe de fleurs devant l'effigie du président Marien Ngouabi. C'est le vice-président national de la commission de contrôle et d'évaluation, Mavoungou Ngot, qui a posé cet acte.

Parfait Wilfried Douniama

## MÉDECINE POUR TOUS

## Les céphalées

Les céphalées ou maux de tête constituent un motif fréquent de consultation. Au Congo, on doit penser avant tout à un accès de paludisme. Outre cette étiologie, l'interrogatoire permet de distinguer les céphalées récentes, d'installation brutale, rapidement évolutive et qui nécessitent une prise en charge urgente, et les céphalées chroniques, émaillées de crises (céphalées paroxystiques, migraine, céphalées de tension), mais sans urgence.

### Diagnostic et classification des céphalées

Ils relèvent avant tout de l'interrogatoire et de l'examen clinique. Les examens para-cliniques ne seront mis à contribution qu'après. On retiendra les types de céphalées ci-après.

I. Les céphalées récentes, brutales, symptomatiques, avec leurs deux variétés. 1°) La céphalée violente, d'installation brutale, devant laquelle il faut penser à trois principaux diagnostics :

- l'accident vasculaire cérébral ou AVC qui comporte souvent des signes focaux à type d'hémiplégie et de troubles du langage ou de la conscience ;
  - l'hémorragie méningée, fréquente, d'extrême gravité, annoncée par des céphalées « en coup de tonnerre » et souvent par des troubles importants de la conscience ;
  - l'encéphalopathie hypertensive (HTA), caractérisée avant tout par l'intensité des céphalées.
- 2°) La céphalée d'installation rapidement progressive, qui annonce :
- une élévation de la tension dans le crâne (tumeur du

- cerveau, hémorragie intracrânienne, etc.) avec nausées et vomissements ;
- une méningite aiguë caractérisée par d'intenses céphalées et de la fièvre ;
- une artérite temporale chez un sujet de  $\geq 60$  ans, avec des troubles visuels ;
- diverses affections (traumatismes, sinusites, glaucome, etc.).

II. Les céphalées essentielles (bénignes), notamment la migraine. La migraine est une céphalée très répandue. Rare chez l'enfant, elle prédomine chez les moins de 40 ans et chez la femme. Elle possède souvent une base génétique certaine (existence de cas familiaux). Il y a deux types principaux de migraine : A) La migraine commune. Précédée par des symptômes annonciateurs (asthénie, troubles de l'humeur, irritabilité, euphorie), elle se caractérise par une douleur constante, sans horaire, à topographie unilatérale (hémicrânie) ou alternante, exacerbée par les efforts, les bruits et la lumière. Elle est associée à des troubles digestifs et de l'humeur. Elle se termine par une polyurie, une diarrhée ou des vomissements.

B) La migraine avec aura. L'aura est un ensemble de symptômes qui précèdent le début de la crise. Les auras les plus fréquentes sont visuelles, à évolution progressivement extensive (« la marche migraineuse »), à type de point scintillant ou d'amputation d'un champ visuel. La céphalée s'installe vers la fin de l'aura. Elle est souvent unilatérale, siège au côté opposé à l'aura.

III. Il y a des variétés rares de migraine telles que les formes familiales avec hémiplégie, les troubles visuels mo-

noculaires, la migraine évoluée vers la chronicité, la migraine de l'enfant.

### Les facteurs déclenchant la crise de migraine

On retiendra les facteurs ci-après : facteurs psychologiques (émotion, anxiété, choc psychologique, modifications du mode de vie) ; facteurs climatiques (orage, chaleur) ; facteurs alimentaires (alcools, graisses cuites, fromages, chocolat, jeûne, hypoglycémie, repas irréguliers) ; facteurs hormonaux (règles, contraceptifs oraux) ; facteurs sensoriels (bruits, lumière, vibrations, etc.) ; facteurs divers (rythme du sommeil, exercices physiques, altitude, etc.).

### Modalités de la prise en charge des céphalées

En cas de céphalées symptomatiques récentes et brutales ou rapidement évolutives, emmener rapidement le patient aux urgences neurologiques. En cas de céphalées essentielles, bénignes (migraine et autres formes), consulter son médecin. Dans tous les cas, ne pas ignorer une lésion du cerveau.

Conclusion. Les céphalées sont des symptômes tellement fréquents que les patients qui en sont victimes prennent systématiquement des antalgiques et des antipaludéens pour résoudre leur problème. On doit cependant savoir qu'une céphalée peut cacher une lésion cérébrale grave. Par conséquent, les formes d'emblée sévères ou celles qui résistent à ces traitements doivent faire l'objet d'une consultation neurologique urgente.

Christophe Bouramoué,  
professeur émérite, nbouramou@yahoo.fr